Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 31 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***10- 17 out 2022***

LA PNH SEMBLE SORTIR DE SA TORPEUR

Opérations musclées à Croix-des-Bouquets et ailleurs

Des chefs de gang tombés, d'autres interpellés...

Par Léo Joseph

On se demande s'il est trop tôt pour décerner un satisfecit à la Police nationale, suite à sa première opération d'envergure décisive menée contre les bandits, au nord de la capitale, pendant que des unités de province ont fait de même dans leurs juridictions respectives. Mais il semble que les troupes qui se sont portées contre le fief de « *400 Mawozo* » aient bénéficié d'une chiquenaude administrée par un pays ami.

Très tôt, samedi dernier (6 août), des unités spécialisées de la PNH ont dirigé une descente sur Terre Blanche, fief du chef de gang dénommé Kòlèg (ainsi connu), qui avait été tué, trois jours plus tôt, lors des échanges de tirs avec des policiers.

Selon toute vraisemblance, cette dernière opération était le suivi orchestré, en vue d'éliminer totalement les infrastructures criminelles de Kòlèg, qui comprenaient quatre maisons dans lesquelles ce dernier gardait les victimes kidnappées par le groupe «*400 Mawozo* ». L'opération de ce jour avait un double objectif, qui consistait à libérer six otages, dont un ressortissant français, qui avaient été enlevés les jours précédents.

En effet, accompagnés de soldats des Forces armés d'Haïti (FAdH) remobilisées par Jovenel Moïse et d'engin lourd, les policiers ont mené l'attaque sur les « *troupes* » de Kòlèg qui, ont commencé par échanger des tirs avec les forces de l'ordre, avant de prendre la fuite, ne pouvant pas tenir tête aux feux nourris qu'ils essuyaient de la part des policiers doublés de soldats de l'Armée.

Après que les bandits eurent été délogés, l'opération des policiers/militaires a changé de mode, l'engin lourd dont ils étaient accompagnés entamant le démolissage de quatre maisons qui constituaient les installations de Kòlèg. Ce travail devait continuer un peu plus loin où le local d'un restaurant a été nivelé, en dépit de la protestation d'un homme qui se disait en être le propriétaire. Des riverains, qui tenaient à rester anonymes, ont fait savoir que ce dernier déclarait que les policiers étaient mal informés du propriétaire de l'immeuble logeant l'entreprise, qui n'appartient pas à Kòlèg.

Offensive de la Police nationale à Roche Blanche, dans la commune de Croix-des-Bouquets.

En sus de la destruction des maisons, les policiers ont confisqué deux véhicules tout terrain trouvés sur place, et procédé à l'arrestation d'un homme suspecté d'être un proche du défunt chef de gang.

Des policiers en plein combat à Roche Blanche, commune de Croix-des-Bouquets.

par un pays ami ?

Il semble que l'opération menée par des membres d'unités spécialisées de la Police nationale ait bénéficié d'appui logistique d'un pays ami. Des sources diploma-

Suite en page 2

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CHANGE-T-ELLE DE CAP SUR HAITI ?

L'OEA semble donner le signal d'un nouveau départ

La responsable de la descente aux enfers d'Haïti identifiée par le secrétaire général

Par Léo Joseph

Inopinément, hier, 8 août, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) a émis un communiqué relatif à Haïti, qui à l'effet d'un tsunami dans le paysage diplomatico-politique international, mais qui a aussi le potentiel de dérouter les acteurs politiques, en Haïti, qui s'amusaient bien à pêcher en eau trouble.

En effet, écartant les raisons qui auraient suscité les prises de positions véhiculées dans ce communiqué, Luis Leonardo Almagro Lemes estime le moment venu de dire la vérité, toute la vérité, concernant Haïti, plaçant le blâme là où il doit être, par rapport à la crise dans laquelle se débat Haïti, depuis trop longtemps. En ce sens, il épouse le langage de patriotes haïtiens (aussi bien d'*Haïti-Observateur*) accusant la communauté internationale d'être

Le secrétaire général de l'OEA Luis Almagro.

Suite en page 4

Appui logistique offert

HAPPENINGS!

The crisis in Haiti has reached a high point, crying out for an immediate solution

By Raymond A. Joseph

A convergence of actions, some inhumanly ruthless, others having religious repercussions, have forced world attention on Haiti which is undergoing a chaotic situation never experienced before.

Late last Saturday afternoon, August 6, only 35 days from his 61st birthday on September 10, former Senator Yvon Buissereth

Former Senator Yvon Buissereth celebrating his 60th birthday.

Continued on page 7

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 2

LA PNH SEMBLE SORTIR DE SA TORPEUR

Opérations musclées à Croix-des-Bouquets et ailleurs

Des chefs de gang tombés, d'autres interpellés...

Suite de la page 1

ent accompagnés entamant le démolissage de quatre maisons qui constituaient les installations de Kòlèg. Ce travail devait continuer un peu plus loin où le local d'un restaurant a été nivelé, en dépit de la protestation d'un homme qui se disait en être le propriétaire. Des riverains, qui tenaient à rester anonymes, ont fait savoir que ce dernier déclarait que les policiers étaient mal informés du propriétaire de l'immeuble logeant l'entreprise, qui n'appartient pas à Kòlèg.

En sus de la destruction des maisons, les policiers ont confisqué deux véhicules tout terrain trouvés sur place, et procédé à l'arrestation d'un homme suspecté d'être un proche du défunt chef de gang.

Appui logistique offert par un pays ami ?

Il semble que l'opération menée par des membres d'unités spécialisées de la Police nationale ait bénéficié d'appui logistique d'un pays ami. Des sources diplomatiques ont révélé qu'une ambassade étrangère aurait fourni une assistance « *précieuse*» à cette mission, qui visait également à libérer au moins six otages qui se trouvaient entre les mains des bandits depuis quelques jours.

Selon les précisions fournies par ces mêmes sources, les policiers déployés, dans le cadre de l'opération dans le fief de Kòlèg, pouvaient compter sur la précision de drones, qui étaient mis à leur disposition par ce même pays ami, dont on ne vaut pas révéler l'identité. Il semble que l'appui offert à la PNH pour effectuer cette descente se soit limité à l'usage de drone et à l'exploitation de ressources en matière d'intelligence et de renseignements.

Suite à cette dernière opération menée par les forces de l'ordre, en territoire occupé par les gangs armés, qui s'est soldée par de grands succès, la PNH a été l'objet de félicitations dans plusieurs milieux du pays, notamment auprès de certains organes de presse (*Le Nouvelliste*) déclarant qu'elle s'est donnée « *une nouvelle santé* ». En tout cas, à la faveur de l'élimination physique de Kòlèg, d'aucuns pensent que le pays connaît « *un chef de gang de moins*».

Wilson Joseph ou « *Lanmò Sanjou* » déclaré un poltron

Comme on dit en notre savoureux vernaculaire, « *Dan pouri gen fòs sou bannann mi* » (le poltron se donne toujours raison du plus faible). Au moment de la descente policière, à Terre Blanche, et que les hommes du défunt Kòlèg ont dû prendre leurs jambes à leurs cous, Wilson Joseph (ou Lanmò Sanjou) n'était nulle part. Il n'a pas affiché la même fougue caractéristique de ses gestes quand il terrorise les automobilistes qui roulent sur la Nationale numéro 1. C'est pourquoi Germine Jolly, dit Yonyon, le vrai chef de «*400 Mawozo* », qui a été récemment extradé aux États-Unis, après des années de prison, au Pénitencier national, à Port-au-Prince, ne le considérait pas comme le vrai leader de son groupe.

Yonyon disait toujours que le vrai chef de « *400 Mawozo* » était Kòlèg, disant de Lanmò Sanjou qu'il était un poltron. Selon Yonyon, après son arrestation, Wilson Joseph a

Wilson Joseph, alias Lanmo Sanjou, prend le maquis face au déploiement de policiers dans son fief, à Croix-des-Bouquets.

écarté Kòlèg du leadership de « *400 Mawozo* », par l'entremise d'un « *coup d'État* ». À signaler que Yonyon est complètement isolé par rapport à son groupe armé. Puisque, en prison aux États-Unis, il n'a plus les moyens d'exercer l'empire des pots de vin sur les geôliers américains pour avoir accès à ses contacts éloignés du centre carcéral, comme il en avait l'habitude quand il se trouvait incarcéré, au Pénitencier national, où on l'a laissé poireauter pendant des années.

Il semble que l'offensive de la PNH dans le territoire occupé par « *400 Mawozo* » ait coïncidé avec la rumeur selon laquelle ce gang commence à manquer de munitions les forçant à éviter des affrontements avec la Police. Dans la zone de Croix-des-Bouquets, les conversations vont bon train sur le retrait de Lionel Joseph de la zone, afin d'éviter des accrochages avec la Police. En même temps, dit-on encore, plusieurs de ses hommes se sont séparés de leurs armes pour éviter d'être pris pour cibles par les patrouilles policières.

Il semble aussi qu'un char blindé de la PNH, appelé affectueusement « *Ti-Magali* », en raison de ses succès contre les malfrats, de cette juridiction, donne la frousse à ces derniers qui, il y a à peine deux semaines, investissaient quasi en permanence les différents quartiers de la commune de Croix-des-Bouquets, semant le deuil et multipliant les kidnappings, en sus de rançonner commerçants et marchands, parfois envahissant même les résidences des familles pour les détrousser.

Des telles informations, véhiculées dans cette zone de la capitale, laissent croire que, se sentant vulnérable aux attaques de la Police, Lanmò Sanjou serait en train d'entreprendre des démarches, en vue de quitter le pays. Il semble vouloir mettre le cap sur la République dominicaine, mais aucune porte de sortie ne lui est encore offerte. Présentement, dit-on, il craint plus particulièrement qu'il ne soit surveillé de près par les autorités policières, au cas où il tenterait de traverser la frontière.

Par ailleurs, dans le cadre de l'offensive de la PNH contre le gang 400 Mawozo, un autre membre de ce groupe de bandits, Loukendy Prophète, qui se spécialise dans le détournement de camions chargés de marchandises, sur la Nationale No. 1, a été abattu par des policiers. Il est réputé proche de Kòlèg.

Il est également à signaler que, ces derniers jours, que les forces de l'ordre réalisent des coups forts contre les gangs armés. Par exemple, lors d'une opération, au centre-ville de Port-au-Prince, des bandits membres du gang « *Cinq Secondes* », basé à Village de Dieu, que dirige Izo, auraient été tués et le chauffeur de ce dernier capturé.

D'autres succès de la Police aux dépends des gangs

Quand bien même la Police ne parviendrait pas encore à s'imposer totalement, face aux malfrats, les pertes que leur infligent des membres de brigades spécialisées semblent commencer à donner à réfléchir aux criminels. Les descentes effectuées par la Police, dans les fiefs des bandits, aux alentours de la capitale, trouvent leurs répliques en provinces, sous forme d'attaques sur les gangs locaux.

En effet, dans une note-bilan émise par la Police, le week-end dernier, une opération a été menée dans la localité appelée Tiboisd'homme et

Ti-Magali, un véhicule blindé à grand succès déployé à Croix-des-Bouquets.

ses environs, dans le Nord-Ouest, afin de déloger les gangs, s'est révélée un grand succès, faisant neuf morts et une dizaine de blessés.

La Police a indiqué qu'une véritable chasse aux bandits a été lancée, dans ces lieux, notamment contre le gang appelé « Kokorat Sanras » ayant établi son fief dans cette zone. Le communiqué de la Police confirme que 9 malfrats ont péri, et treize autres ont été blessés. Au cours de cette même opération, pas moins de 30 otages ont été libérés.

Ce raid a été lancé, suite à l'assassinat, par ces bandits, d'un policier affecté à l'Unité départementale de maintien d'ordre (UDMO) du Nord-Ouest.

Dans les communes de Port-au-Prince des affrontements entre policiers et bandes armées ont permis d'enregistrer la mort ou l'arrestation de plusieurs autres criminels liés aux gangs de « *Cinq Secondes* », de Vitelhomme, de Chen Mechan, notamment. Mais, comme cela est démontré, les actions dirigées sur le gang « *400 Mawozo* » sont si meurtrières qu'elles portent à se demander si le processus d'élimination de ce groupe armée n'est pas déjà lancé

.

L.J.

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

On est renversé par les dernières nouvelles, que ce soit concernant les déboires de l'ex-président américain Donald Trump, avec la Police fédérale, dite FBI, ou s'agissant d'une déclaration du diplomate No.1 de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Leonardo Almagro Lemes. Toutefois, faisant la une sur les réseaux sociaux et dans les commentaires ici et là, surtout dans les milieux haïtiens, Luis Almagro prend le dessus avec sa déclaration d'avant-hier, 8 août, 2022, comme s'il voudrait commencer la semaine avec la conscience nette et claire. Tout se résume par cette phrase : « ***La communauté internationale a échoué en Haïti*** ».

Au prime abord, j'avais des doutes quant à l'authenticité du texte dans lequel il avait fait ce constat, mais je me suis vite ravisé quand un ami m'a référé au site de l'organe hémisphérique où les versions anglaise, espagnole et en française, sont étalées sur plusieurs colonnes, démontrant, dans les faits, tel que rapporté au fil des ans par *Haïti-Observateur* et bien d'autres organes, le bien-fondé de cette phrase.

Sous le titre **« *Démocratie et sécurité* »**, les deux premiers paragraphes de la déclaration résument parfaitement tout le texte : « *La crise institutionnelle que vit Haïti est le résultat direct des actions des forces endogènes du pays et de la communauté internationale.*

« *Les 20 dernières années de présence de la communauté internationale en Haïti constituent l'un des échecs les plus importants et manifestes de mesures mises en œuvre et d'actions réalisées dans le cadre de quelque action de coopération internationale que ce soit* ».

On notera que le secrétaire général, en poste depuis 2015, a commis une erreur. Il ne s'agit pas d'échec au cours d'une vingtaine d'années, mais bientôt sur trois décennies, car la présence de la communauté internationale remonte au 23 septembre 1993, quand le Conseil de sécurité avait voté la Résolution 867, créant la « *Mission des Nations Unies en Haïti* » (sigle UNMIH en anglais). Et depuis début 1994, quelque 20 000 soldats d'une force multinationale avaient débarqué sur le sol haïtien.

Outre cette remarque, il faut aussi souligner qu'il a fallu sept années au diplomate uruguayen pour faire les découvertes qui l'ont porté à dire la vérité sans fioriture. Nous l'applaudissons et recommandons la lecture du communiqué de Luis Almagro qui, âgé de 59 ans, sans doute n'envisage pas de briguer un troisième mandat. Car, il faut s'attendre à des réactions négatives à son endroit de la part des Amérique

Joe Biden, le président américain, Haïti continue d'être une arête de posson dans la gorge.

cains, qui tirent les ficelles derrière la scène. ***(Lire l'article de l'éditeur Léo Joseph concernant le communiqué du secrétaire général, en page de garde).***

***Opération de fouille à Mar-a-Lago, en Floride, par le FBI**

« *Du jamais vu !* », comme l'a si bien dit Donald Trump, ex-président des États-Unis, aujourd'hui simple citoyen ayant des démêlés avec la justice, sur bien des dossiers, y compris l'affaire du 6 janvier 2021 quand il avait tenté d'orchestrer un coup d'État afin d'éviter de pas transférer le pouvoir à Joseph « Joe » Biden, qui avait gagné aux urnes, en novembre 2020.

L'expression « *jamais vu* » qu'il a lâché traduisait la descente de plusieurs agents du FBI *(Federal Bureau of Investigation)* à sa fameuse résidence de Mar-a-Lago, en Floride, le lundi 8 août, alors qu'il se trouvait à New York, dans sa résidence, aussi luxueuse, au Trump Tower, sur la 5e Avenue. L'ex-président a émis un communiqué, le même lundi, dénonçant ce qu'il qualifie de « *prise d'assaut* », la descente inattendue des agents fédéraux chez lui, qui ont ouvert son coffre-fort. La chaîne ABC, a signalé, hier soir, mardi, 9 août, que le FBI a révélé au Service secret assurant la protection de l'ex-président que l'opération de fouille prendrai seulement 45 minutes. Et les agents du Service secret les avaient accueillis à la résidence.

Entre-temps, des voix autorisées exigent une explication concernant cette action de l'« Attorney General » (ministre de la Justice) Merrick Garland et du directeur du FBI, Christopher Wray. A rappeler que la semaine dernière, au cours d'une entrevue télévisée, le ministre Garland eut à dire : « *Nul n'est au-dessus de la loi* » (« *No one is above the law* »). En tout cas, concernant l'exclamation de M. Trump disant que ce qui est arrivé avec la fouille de sa résidence est « *du jamais vu* » s'agissant d'un ex-président, on dira aussi que c'est « *du jamais vu* » qu'un président américain ait battu tous les records quant aux multiples actions inconstitutionnelles, dont certaines jugées criminelles, qu'il a entreprises.

On soulignera qu'avant que soit effectué la fouille du genre entreprise chez Donald Trump, un juge doit donner son avis, sur la base des faits présentés nécessitant pareille action. Comme on le sait, quand l'ex-président avait laissé la Maison-Blanche, au mois de janvier 2021, tout en maugréant, il avait emporté plusieurs documents, dont certains « *classifiés* », destinés aux archives. Sans doute, il craignait que des yeux indiscrets ne tombent sur des communications compromettantes qu'il aurait eues durant sa présidence. Maintenant, la Justice américaine est en possession de tout, suite à cette fouille du FBI. Alors, on peut comprendre pourquoi Donald Trump a rué-t-il dans les brancards.

La crise haïtienne étant hors frontières, les répercussions viennent de partout

Lors de manifestations monstres organisées dans plusieurs villes de la République dominicaine, y compris à Santo Domingo, la capitale, samedi dernier, 6 août, le thème, tel que décrit dans les pancartes, était la crise haïtienne. Une pancarte géante, en espagnol, cela va de soi, met en évidence le message : **SOLUCIÓN DE HAITI EN HAITI.** (La solution de la crise d'Haïti se trouve en Haïti).

Des slogans fusaient de toues parts : « *Les femmes haïtiennes ne doivent pas monopoliser nos hôpitaux pour à l'occasion de leur couche* »*; « Nos universités sont pour nos enfants »; « Que les Haïtiens foutent le camp ! »* Ainsi de suite.

Donald Trump rouspète contre la perquisition de sa villa, à Mar-a-Lago, en Floride, par des agents du FBI pendant qu'il se trouvait à New York.

Au même moment, comme s'il s'agissait d'une entente entre les Dominicains et les Chiliens, on a suivi des commentaires sur vidéo lancés depuis le Chili, où l'on disait, **«** *Assez d'Haïtiens ! La politique libérale en place les concernant, depuis neuf ans, doit être abolie !* **»** Une campagne anti-haïtienne commencerait en Amérique latine, suite aux réfugiés haïtiens fuyant l'enfer sur terre qu'est devenu leur pays. Signal dangereux !

Ceci nous porte à réfléchir à quoi s'attendre, surtout à un moment où le cas d'Haïti a dépassé les limites du tolérable et que l'administration Biden, responsable en grande partie de la présence d'Ariel Henry au timon des affaires en tant que Premier ministre de facto, se trouve coincé par la conjoncture. Car, son homme est, de plus en plus, délaissé par certains, qui avaient des discussions avec lui, dont le groupe de Montana, tandis que le Comité directeur du Secteur démocratique et populaire (SDP), y compris Nenel Cassy, n'est plus solidaire de ses membres, qui avaient rejoint le gouvernement d'Henry. Il s'agit de Marjory Michel et d'André Michel.

L'administration Biden dans une situation inconfortable

À souligner que ce même samedi, la porte-parole du président américain, Karine Jean-Pierre, d'origine haïtienne, a répondu aux questions de la journaliste-sénior du *Miami Herald*, Jacqueline Charles, admettant que le cas d'Haïti est « *une situation géopolitique très compliquée* », que la question ne concerne pas seulement les États-Unis. Pour elle, « *cela va prendre du temps* » pour trouver une solution. (Voir article en anglais HAPPENINGS, qui débute à la première page).

Toutefois, la pression monte, surtout quand le Vatican, un jour après la déclaration des évêques d'Haïti, le 29 juillet, a épousé leur position, fustigeant les autorités haïtiennes, sans citer de nom, quant à leur attitude vis-à-vis les bandits armés, qui font la pluie et le beau temps, accusés de mettre le feu à la Cathédrale de Port-au-Prince, le 27 juillet dernier. Les sapeurs-pompiers, ayant réagi à temps, ont pu circonscrire les dégâts.

Washington Post tire à boulets rouges

La prise de position du *Washington Post,* dans un éditorial, samedi, 6 août, interpelle la communauté internationale, y compris le gouvernement américain, à s'impliquer, de toute urgence, afin de trouver une issue à la crise haïtienne, allant jusqu'à suggérer

Suite en page 12

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 4

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CHANGE-T-ELLE DE CAP SUR HAITI ?

L'OEA semble donner le signal d'un nouveau départ

La responsable de la descente aux enfers d'Haïti identifiée par le secrétaire général

Suite de la page 1

l'artisan des maux d'Haïti. Mais ce faisant, il ouvre une boîte de Pandore, car ce dernier document a l'allure d'un verdict rendu par un juge à l'encontre d'un accusé, une façon de responsabiliser les pays et institutions, y compris l'OEA, dont les actions sur le terrain, en Haïti, au cours des trente dernières années, font reculer ce pays politiquement, socialement, diplomatiquement et économiquement ainsi qu'en termes de développement durable et du climat sécuritaire de plusieurs décennies.

Trêve momentanée d'introduction ! Jugé le plus élaboré et le plus important sur Haïti, depuis la fin de la dynastie des Duvalier, en février 1986, la Rédaction d'*Haïti-Observateur* juge nécessaire d'exposer ce document intégralement à ses lecteurs. D'où le communiqué de Luis Alm,agro.

Communiqué du Secrétariat général de l'OEA sur Haïti

8 août 2022

Démocratie et sécurité

La crise institutionnelle que vit Haïti est le résultat direct des actions des forces endogènes du pays et de la communauté internationale

Les 20 dernières années de présence de la communauté internationale en Haïti constituent l'un des échecs les plus importants et manifestes de mesures mises en œuvre et d'actions réalisées dans le cadre de quelque action de coopération internationale que ce soit.

Cela n'a rien à voir avec les personnes qui, dans un esprit de service et de façon altruiste, ont travaillé comme coopérants et ont donné le meilleur d'eux-mêmes, et dans certains cas même leur vie, pour Haïti. Nous avons le plus grand respect pour ces personnes, qui méritent notre reconnaissance éternelle.

Nous parlons du fait qu'en 20 ans de stratégie politique erronée, la communauté internationale n'a pas été capable de faciliter la construction d'une seule institution ayant la capacité de répondre aux problèmes des Haïtiens, 20 ans plus tard pas une seule institution n'est plus forte qu'elle ne l'était auparavant.

Sous le parapluie de la communauté internationale, les bandes criminelles qui assiègent aujourd'hui le pays et son peuple ont fermenté et germé, sous ce parapluie le processus de désinstitutionnalisation et de crise politique que nous connaissons aujourd'hui a germé et couvé. Alors, étant donné qu'elle a échoué, la communauté internationale s'est retirée d'Haïti, laissant derrière elle chaos, destruction et violence. Actuellement, il est absurde de prétendre que dans ce contexte de destruction, les Haïtiens, complètement seuls, polarisés et disposant de très maigres ressources, pourraient reconstruire ou construire un projet de sécurité, de réinstitutionnalisation et de développement qui permettrait à 12 millions d'habitants de retrouver une coexistence pacifique. Ne disposant pas de ressources, dans un climat de violence, en l'absence de capacités technologiques ou d'accumulation financière, sans rien de tout cela, on tente aujourd'hui de faire croire qu'une solution haïtienne complètement endogène pourrait prospérer. Il n'en est pas ainsi.

En l'absence de conditions permettant d'assurer la démocratie et la sécurité, le pays souffre aujourd'hui d'un manque d'idées et de capacités réelles provenant de la communauté internationale, de même que de ses propres problèmes structurels. Une communauté internationale qui n'a jamais su si elle devait laisser la Minustah ou l'emporter, une communauté internationale qui croyait qu'en payant ses propres consultants elle résoudrait les problèmes des Haïtiens. Évidemment, rien de cela n'était possible et rien de cela n'est possible.

Démocratie

La construction de la démocratie dépend des citoyens, d'institutions fortes qui doivent en permanence être renforcées, des capacités de dialogue du système politique et de l'honnêteté de ce système politique. Elle dépend essentiellement des pouvoirs réels de l'État, des capacités et de l'indépendance nécessaires pour agir, de l'exercice et du plein respect (assuré par l'État) des libertés et des garanties fondamentales dans le cadre de l'exercice le plus large des droits économiques et sociaux, ainsi que de la mise sur pied d'un processus électoral crédible, juste et transparent.

L'exercice du pouvoir conformément à l'État de droit, l'efficience administrative et institutionnelle pour apporter des solutions aux problèmes des Haïtiens sont des conditions fondamentales de fonctionnement qui n'ont jamais été assurées par la communauté internationale en Haïti, qui n'ont jamais été construites par la communauté internationale en Haïti et qu'Haïti ne possède pas. Nous devons être conscients du fait que nous nous trouvons devant une version plus ou moins radicale d'un État en déroute et d'une société civile faible et vulnérable. Le pire des mondes, tant l'État que la société civile faibles.

On ne peut nier que la solution à cette situation revient aux Haïtiens, mais la communauté internationale a elle aussi un rôle à jouer.

La société haïtienne est très vulnérable et très polarisée, ses institutions et ses organisations sont très faibles, et il faut trouver un chemin vers un renforcement à partir du point zéro, si ce n'est pas de plus loin encore.

Cela ne sera pas possible sans réduire la polarisation et sans construire des capacités et bâtir des ponts entre les Haïtiens. Sans dialogue, c'est impossible.

La construction de la démocratie haïtienne passe par l'induction de capacités de dialogue, ce qui demande une confiance mutuelle entre les divers acteurs sociaux ou politiques en Haïti. Nous ne disposons aujourd'hui d'aucun système des balances, ni au sein du système politique, ni dans la dimension sociale; au contraire, la violence, un mauvais usage de la force interne, la logique criminelle dans les actions, des institutions en déroute et un manque de capacités de la société civile prévalent.

Pour parvenir à la paix dans le pays, il faut franchir une étape indispensable. Il faut que justice soit rendue pour l'assassinat du Président Jovenel Moïse. Si la vérité n'est pas établie, et si justice n'est pas rendue, il sera impossible d'avancer sur la voie de la réconciliation et de l'entente. Pour résoudre ces questions, il faut tout d'abord construire les processus suivants

• Un processus de dialogue institutionnalisé et inclusif de toutes les forces politiques qu'il serait possible d'y inclure. Dans ce processus, la communauté internationale peut apporter les ressources et établir les ponts entre les parties afin de les renforcer et de les guider sur un chemin qui les mènera vers le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles.

• Un processus électoral crédible, juste et transparent.

• Un processus institutionnel de sécurité pour le pays.

Ces processus nécessitent la coopération de la communauté internationale, évidemment pour tout ce qui a trait aux ressources nécessaires, qu'elles soient financières, humaines ou matérielles.

Il serait un leurre de penser qu'une partie du travail pourrait être accomplie sans aucun soutien de la communauté internationale, qu'aucun de ces processus n'est nécessaire pour garantir que le pays puisse sortir de la crise dans laquelle il est plongé et que ces processus font toujours partie de l'horizon politique et socio-économique visible du pays. Cela ne peut être accompli sans que la communauté internationale ne paie la facture. Il n'y a pas tellement de membres de la communauté internationale qui soient capables de le faire. La responsabilité de payer la facture revient par conséquent à peu d'acteurs, qui ne doivent ni ne peuvent tarder à assumer cette responsabilité parce que le temps joue contre Haïti étant donné que tout ce qui se produit empire tout simplement la situation.

Nous devons évidemment attendre que des forces internes haïtiennes s'opposent à ces trois processus, qu'elles s'opposent au dialogue institutionnalisé parce que celui-ci peut comporter des avantages en ce qui concerne la stabilité politique dans le pays, ce qui affecterait gravement certains intérêts qui prévalent actuellement en Haïti. Ces forces s'opposeront évidemment elles aussi à un processus électoral crédible, juste et transparent parce que les façons de prendre le pouvoir selon les logiques politiques actuelles ont été complètement différentes d'un tel processus. Il y aura également sûrement une opposition à l'élaboration d'un processus institutionnel en matière de sécurité pour le pays comportant un engagement fort face à la communauté internationale, étant donné que cela démantèlerait la situation de prédominance de la violence des bandes armées et de la criminalité organisée.

À regarder la situation actuelle en Haïti, on comprend pourquoi de l'existence de forces internes qui voulaient, avec une complicité externe, que la Minustah se retire. C'était simplement pour préparer le terrain afin qu'une situation comme celle

Suite en page 14

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 5

AFFAIRE YVES JEAN-BART VS LE BLOGUEUR FRANÇAIS

Romain Molina renvoyé devant le tribunal correctionnel

Cette décision judiciaire concerne aussi tous les complices de ce méga complot

Par Léo Joseph

Le scandale autour du Dr Yves Jean-Bart, ex-président de la Fédération haïtienne de football (FHF), inventé de toutes pièces par le blogueur français Romain Molina, accouche de son choc en retour, sous forme d'un verdict de justice contre ce dernier. Cela implique automatiquement la mise en cause de toutes les entités ayant participé à ce méga complot dont il reste à identifier les commanditaires. Assurément, comme dit l'Évangile, il y aura des pleurs et des grincements de dents.

En effet, une ordonnance émise par un tribunal judiciaire de Paris, qui avait été saisi par Dr Jean-Bart, vient de se prononcer contre l'imposteur Molina, un blogueur qui se fait passer pour journaliste d'enquête, le trouvant passible de sanctions pour diffamation à l'encontre de l'ex-président de la FHF. À la date du 15 juillet 2022, le juge instructeur, au Tribunal judiciaire de Paris, Thiphaine Petit, a prononcé son ordonnance de renvoi, stipulant l'existence de « *charges suffisantes* » en diffamation contre Yves Jean-Bart par le blogueur. En conséquence le juge Petit réfère le dossier au Tribunal correctionnel pour que le cas soit jugé, conformément à la loi.

Dans son ordonnance, le magistrat instructeur fait référence aux accusations faites par Romain Molina contre M. Jean-Bart et relève ceci : « *Ces propos comportant des allégations ou imputations susceptibles de porter atteinte à l'honneur ou à la considération de Yves Jean Bart; faits prévus et réprimés par les articles 23 alinéa 1 et 29 alinéa 1 et 32 alinéa 1 de la loi du 29 [illegible]* » *République française* » relatif au renvoi de Romain Molina du chef de diffamation publique commise le 30 avril 2020 et le 2 mai de la même année.

Le juge instructeur stipule, dans son verdict : « *Attendu qu'il convient de renvoyer Monsieur Molina Romain devant le tribunal correctionnel afin de permettre à la juridiction de statuer sur les faits dénoncés par la partie civile* ». L'accusé, qui se dérobait, à la justice, durant le processus de mise en accusation, avait tout fait pour éviter de s'en laisser signifier. L'adresse, qu'il avait fini par produire servira de destination pour acheminer l'ordonnance de comparution au

Romain Molina, contempler désormais l'autre face de la médaille.

Tribunal correctionnel.

Embarqué dans un projet de destruction du foot haïtien, qui sont les commanditaires de Romain Molina ?

Passe encore de s'embarquer dans un projet de destruction du football haïtien, en prêtant ses services de mercenaire en publication, mais trouver des alliés, à tous les niveaux de la société haïtienne, dans le cadre de cette initiative scélérate se prononce le Tribunal arbitral du sport (TAS) quant au bien-fondé des décisions prises par la FIFA, à l'encontre du Dr Jean-Bart, les tombeurs haïtiens de ce dernier doivent se sentir très mal dans leur peau. Surtout les organes de presse (journaux et radios) affichant leur silence total à l'égard des accusations du blogueur français contre l'ex-président de la FHF, dont certains d'entre eux, ont, dans le passé, bénéficié de ses expertises en football. Il faut, bien sûr, attirer particulièrement l'attention sur les organisations féminines haïtiennes, qui se sont, volontiers — et de manière agressive — associées à l'œuvre de destruction du sport roi haïtien par Molina.

Le cas de Dadou Jean-Bart interpelle notre bon sens et notre esprit critique, surtout quand des nationaux et des entités haïtiennes gobent, à cœur joie des faits racontés par un étranger, qui n'a jamais mis les pieds en Haïti prétendant affirmer des événements d'une certaine intimité survenus au pays. Surtout quand il n'a jamais cherché à vérifier ce qui lui a été raconté par des gens dont on ne connaît pas le motif des actions.

Il y a lieu de s'interroger sur les raisons qui ont motivé l'intervention de Romain Molina en Haïti, dans le cadre de ce dossier, particulièrement ceux qui ont commandité son effort. Comme on demande, face à un crime, qui en profite, il est normal qu'on cherche à connaître les intérêts cachés derrière cette initiative malsaine.

Un complot concocté au Palais national

Romain Molina n'est pas, comme on dit en créole, un «loray [illegible] part. La ge[illegible]que scélérate [illegible]art permet de [illegible]e sur ce mys[illegible]

Michel Mar[illegible]nt de drogue [illegible]ne cesse de [illegible] la recherche [illegible]ions de faire [illegible]ess. La prési[illegible]r. Jean-Baért [illegible]é d'y arriver. [illegible]ne qu'il soit [illegible]s'affuble du [illegible]ien évocateur [illegible]› ciblait-il les [illegible]es de mieux [illegible] Le sport, en [illegible]otball, en par[illegible] attention. À [illegible]tion haïtienne [illegible]ait le créneau [illegible]oi, au fort de sa campagne électorale, il avait rencontré le président de la Fédération haïtienne de football, en vue de le sensibiliser à sa cause présidentielle. Comme Dadou Jean-Bart affichait une attitude tiède à cette initiative, le futur président n'a pas tardé à trouver en lui un « *opposant* ». Son attitude à l'égard de celui-ci, ne l'a que trop prouvé.

Martelly avait besoin d'utiliser les infrastructures de la FHF pour deux raisons, s'inspirant de la criminalité, en général, et de la corruption, en particulier. Les déplacements à l'étranger des délégations de la FHF, y compris dans le cadre des activités sportives des équipes haïtiennes,

Dr Yves Jean-Bart, Dadou pour les intimes.

pourraient favoriser le mouvement de marchandises illicites. Aussi bien que le détournement des ressources du Fonds Pétro-Caribe au programme bidon de construction de stades sportives, à travers la République. À ce niveau, le président de la FHF ne pouvait donner satisfaction à Martelly, car voulant observer scrupuleusement les directives de la FIFA en ce qui a trait à l'érection de ces infrastructures.

Il est à noter qu'alors que Michel Martelly et Laurent Lamothe décaissaient, sans aucun contrôle des fonds du compte Petro-Caribe pour « *financer* » les activités personnelles d'Olivier Martelly, le fils aîné du *« Bandit légal »* et de Sophia Saint-Rémy, la première dame, la FIFA, de son côté, préconise le contrôle absolu des différentes infrastructures sportives. Elle exige que soit observé le standard international, dans l'implantation des stades. Si le Dr Jean-Bart tenait à respecter les recommandations du géant international du football, une telle attitude ne constitue pas un refus de « *collaborer* » avec le gouvernement. Aussi Martelly avait-il créé une organisation parallèle à la Fédération haïtienne de football, afin de mener à bien les détournements du Fonds Petro-Caribe.

Les intentions de l'équipe Martelly-Lamothe, dans le projet de construction de stades, n'est plus un secret. Car plus d'une vingtaine de ces installations ont été créées, dont la plupart sont inachevées ou bien mis en place dans des zones complètement isolées, sans aucune perspective d'être utilisées. La preuve : Ces stades désaffectés, au milieu des forêts, servent d'habitation à la végétation sauvage.

Michel Martelly : Un mauvais moment avec le président de la FIFA

Mais l'inimitié de Michel Martelly contre le président de la FHF allait prendre une allure encore plus grave, à l'occasion de la visite du président de la FIFA, Sepp Blatter, qui s'apprêtait à prendre sa retraite. Il était invité en Haïti par le Dr Jean-Bart, à la cérémonie d'inauguration d'une nouvelle installation sportive, le 14 avril 2013.

Dans le cadre d'une réunion avec M. Blatter, M. Martelly n'avait pas raté l'occasion pour s'attaquer publiquement au président de la FHF. À cette occasion, le chef d'État haïtien dénonçait ce qu'il disait être un « *gaspillage des fonds de la FIFA* » mis à la disposition de l'organisme sportif haïtien, voulant ainsi mettre le Dr Jean-Bart sur la sellette devant le patron de la FIFA. Mais celui-ci n'avait pas donné dans le panneau, par rapport aux élucubrations du président haïtien. Aussi avait-il répondu : « *Nous sommes très satisfaits de la gestion de l'organisation par le Dr Jean-Bart* ». D'ailleurs, il a souligné que les audits périodiques menés sur la gestion du Dr Jean-Bart, n'ont rien révélé d'anormal.

Sur ces entre-faits, Michel Martelly se considérait l'objet d'un affront dont il devait à tout prix se venger. Dadou paiera cher son impertinence. Dans les vues du *« Bandit légal »* et de son équipe administrative, l'accès à la présidence l'autorise à faire main basse sur les Fonds Petro-Caribe. Aussi des retraits ont été faits en-veux-tu en voilà pour financer des stades bidon, permettant de détourner des millions à des comptes off-shore, aux noms du président-musicien lui-même, ainsi qu'à celui de Laurent Lamothe et d'Olivier Martelly. Mais aussi à des « *journalistes stipendiés* » ayant largement contribué à mener le complot contre Yves Jean-Bart.

Surgit Romain Molina

Un simple blogueur, qui se fait

Suite en page 13

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Fòk nou jwenn solisyon pou kesyon gang nan, san konte sou swadizan chèf Ayiti yo !

Sa gen 11 mwa, dizon depi dat 8 septanm lane pase, mwen te lanse youn slogan, ke m repete ase souvan : **« *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti !* »**

Kounnye a ke gang yo prèske fin pran kontwòl pifò nan peyi a, ke y ap fè dega adwat agòch, swadizan chèf ann Ayiti yo disparèt. Se kòmsi yo nan kache, pou gang pa kidnape yo. Ou pa tande yo di kwink ! Gen prèske 2 mwa, dizon depi 10 jen, ke Premye minis la pa desann nan biwo l sou Bisantnè a, nan Pòtoprens. Se chèf gang « *5 Segonn* » nan, Izo (Johnson André), ki mèt zòn nan depi l te pran Tribinal premyè enstans Pòtoprens lan. Gen mounn ki rele l Palè Jistis. Kidonk, li Premye minis nan salon lakay li, anwo nan zòn Miso (Musseau).

Se pa ni ayè, ni avanyè ke sitiyasyon an ap dejenere, epi chèf yo pa janm di anyen. Se depi sou defen prezidan defakto a bagay yo te deja gate. Premye minis defakto a, Aryèl Anri (Ariel Henry), ap suiv menm tras chèf li ki toujou pale avè l menm nan kavo kote l ye a. Se kòmsi gen youn antant antre yo pou swadizan chèf nan gouvènman an pa kanpe anfas gang k ap opere.

Oken respè pou Legliz ak sèvitè Bondye yo

Gang rantre nan legliz, tout klas legliz, pran mounn yo vle, disparèt ak yo devan je tout mounn, kamera fè foto yo. Kivedi Lapolis konnen ki mounn yo ye. Anyen menm ! Yo te fè sa nan Legliz advantis bò Dikini, pi ba Pòtoprens lan. Yo te fè l nan Premye Legliz batis, *Rue La Réunion,* anba je Palè nasyonal la. Yo te menm pran youn dyak Legliz la ki pèdi lavi l nan kesyon an. Yo fè l Dèlma, kote se minis Enteryè a menm, Liszt Quitel, ki te voye yo al pran pastè Legliz la.

Pafwa, gang yo ranmase mounn yo pa pil. Nou pa ka bliye kijan nan mwa davril ane pase gang « *400 Mawozo* », nan Kwadèboukè, te pran youn gwoup 10 prèt, mè ak fidèl, 2 sitwayen Franse pami yo. Yo te kenbe yo 2 semèn anvan yo te resi lage yo lè yo te fin touche sa pou yo te touche a.

Nan menm zòn, nan mwa oktòb lane pase, se te youn gwoup 17 misyonnè, 16 Ameriken ak youn Kanadyen, 4 ou 5 timounn anba zaj pami yo, ke gang yo te pran. Yo te mande 17 milyon dola pou lage yo, youn milyon pou chak. Anfen, dènye 12 yo te vin jwenn libète yo jouk nan mwa desanm. Kifè yo te pase 2 mwa nan prizon gang.

Men dènye gwo eskandal kidnaping nan legliz la te fèt di-

Aryèl Anri, Premye minis nan salon lakay lsèlman.

manch, 24 jiyè a, nan ti vilaj yo rele Meyè (Meyer), nan zòn Kwadèeboukè toujou. Bandi ame jouk nan dan te rantre nan legliz *Assemblée de Dieu* a, pou yo pran enspektè Polis Réginald Laleau, ki te gen 45 an. Yo ansasinen msye devan tout mounn. Yo pran ni kadav la ni machin ni, y ale ak yo. Sa fè n sonje kijan, depi sou prezidan defakto yo te ansasinen an, nan dat 13 mas 2021, gang nan *Village de Dieu* te atake youn gwoup polisye, touye 4 osnon 5 pami yo, epi yo te refize renmèt fanmi yo kadav yo. Jouk jodi a, menm gang sa yo ap opere. Okontrè, se yo ki te pran tribinal sou Bisantnè a depi 19 jen, jan nou eksplike sa piwo a.

Pèsonn pa ka fè m kwè pa gen youn dizon ant gang yo avèk chèf ki nan gouvènman an

Jan nou wè l la, kit se te prezidan, kit se Premye minis, kit se direktè jeneral Lapolis, yo younn pa di anyen lè bagay sa yo pase konsa ! Kisa nou vle pou m kwè ? Kisa, nou-menm, nou kwè ? Gang yo ap travay kòm asosye gwo chèf yo ! Pi devan, menm gang sa yo ka vin abiye tankou sa te fèt avèk tonton-makout yo, sou François Duvalier (Franswa Divalye), pou ede yo kenbe pouvwa « *pou 50 an* », jan ansyen Premye minis PHTK a, Pati ayisyen tèt kale a, Jack Guy Lafontant, te di byen klè.

Wi, mezanmi, gen youn dizon ant gang ak gwo mesye yo nan gouvènman an. Se poutèt sa, yo pa vle Lapolis nui okenn gang. Kite gang yo fè travay yo. Antouka, lè nou wè kilès ki anchay Lajistis nan peyi a, nou byen konprann jwèt la. Asireman nou konn ki klas mounn ***Berto*** Dorcé ye. Se pa *Berteaud,* non ki te nan batistè l la non. Se apre msye te pase youn kout prizon pou 6 mwa nan lane 1997, nan youn kesyon dwòg ke l te chanje non an. Nou pale souvan de msye, lè l te gwo jij nan Miragwán, nan Depatman Nippes, lè lavil Aken te sou kont li. Enben, ak youn kout lajan anba tab, msye te lage kèk trafikan dwòg ki te nan prizon Aken.

Antouka, soti li te sot nan prizon an, avèk gwo piston li te genyen, li te chanje non l de *Berteaud* ki vin tounen ***Berto,*** epi li te reprann travay li kòm avoka. Pami gwo kliyan msye te genyen, nouka site Charles St.-Rémy, ke tout mounn konnen sou non Kiko, frè Sophia (Sofya) St.-Rémy Martelly, madanm prezidan « *Bandi legal* » la. Se pa youn sekrè pou pèsonn ke Kiko se gwo trafikan dwòg. Youn lòt gwo kliyan avoka *Berto* a se te Woodley Étheart, ki gen non Sonson Lafamilia, chèf « *Gang Galil* » la, ki ekspè nan kidnaping. Msye ak madanm ni te gen youn restoran nan Petyonvil la ki rele *La Souvenance.* Se te kòm lakay « *Bandi legal* » la, kote mounn te konn wè l byen souvan.

Okontrè, Sonson Lafamilia te nan prizon pou sa nou konnen an, epi se gwo Bandi a, antan ke prezidan, ki te fè lage msye nan lane 2015. Epi nou pral jwenn msye nan fèt nan Santo Domingo ak « *Bandi legal* »la, lane pase anwo lè ansyen prezidan an te pito janbe fwontyè pou l al banbile pou fèt li, paske li te di ensekirite nan Pòtoprens lan te twòp. Poutan, semèn pase a, pandan ke gang ap fè e defè, jan nou wè l la, men msye ki te nan lari Pòtoprens ap danse ak patizan l yo ki t ap rele Viv prezidan Mateli ! Wi, se menm yo menm nan.

Gade kijan mwen te pral bliye di nou ke se « *Bandi legal* » la ki te fè gwo presyon sou Premye minis defakto a, nan mwa novanm ane pase, pou l te mete zanmi li, Berto Dorcé, minis Lajistis ak Sekirite hasyonal. Vrèman se pa Lajistis, men Lenjistis, paske jistis pa egziste ankò ann Ayiti.

Gwo dife nan katedral Pòtoprens lan fè kesyon Ayiti a gaye toupatou ki gen katolik

Nan mèkredi byen bonnè, nan dat 27 jiyè a, young wo dife eklate nan Katedral Pòtoprens lan. Fwa sa a ponpye te fè youn bonjan travay. Yo te gentan rive tousuit, epi yo etenn dife a anvan li te gentan fè twòp dega nan Katedral la, ke yo rele « Katedral tranzitwa », kounnye a, kivedi ki panko fini depi goudou-goudou 12 janvye 2010 la, ki te detwi bèl bilding sa a, ki te batize premye fwa a nan dat 13 desanm 1928.

Mezanmi, bagay yo grav! Sa al twò lwen. Se konsa, Evèk katolik Ayiti yo, ki nan asosyasyon *Conférence épiscopale d'Haïti* a (CEH), fè youn deklarasyon ki pa ret ak deklarasyon. Nan vandredi, ki te 29 jiyè, yo pibliye youn mesaj ke yo tout siyen. San yo pa site non okenn mounn, yo lonje dwèt sou otorite nan peyi Dayiti ki pa fè travay yo, ki pi sanble kòm asosye gang yo. Yo mande poukisa gouvènman an pa «*koupe sous kote zam yo soti a. Ēske se paske gen gwo mounn k ap benefisye de sa, mounn say o rele*

Komisè Polis Rejunal Lalo

'intouchables', ke pèsonn pa ka manyen? »

Evèk Ayiti yo fè deklarasyon yo a nan vandredi, 29 jiyè, epi nan samdi, 30 jiyè, se Vatikan, nan kapital peyi Itali, kote Pap la ye, nan lavil Rome, katye jeneral tout katolik, ke nou wè deklarasyon Evèk Ayiti yo parèt. Kivedi se tout katolik toupatou, menm Ozetazini kote prezidan an se bon Katolik, ki okouran sa k ap fèt Ayiti a. Pa ka gen « kase fèy kouvri sa » toujou. Nou wè pawòl Evèk Ayiti yo ki di: « *Ansasen yo boule kay ou, Papa! Y pa gen respè pou kay Bondye. Anyen pa sakre!* »

Toudenkou, baton an chanje bout

Bagay yo ale twò lwen. Fòk sa sispann. Se konsa, san gwo chèf Ayiti yo pa di youn mo, Lapolis kòmanse atake gang. Asireman, nou tande sa k rive nan youn zòn ki rele « *Ti Bwadòm* » nan komin *Gros Morne,* nan depatman Nòdwès la, diran semèn pase a. Lapolis touye 9 nan bandi yo, yo arete 7 epi 13 lòt blese. Bandi yo te pran youn otobis ak 30 mounn ladan. Enben, tout mounn yo sove san anyen pa rive yo. Epi pandan nou t ap ekri samdi swa, Lapolis t ap pousuiv operasyon yo nan zòn Nòdwès la pou derasinen sa yo rele « *kokorat san ras* » yo.

Nan menm semèn nan, Lapolis atake baz *"400 Mawozo"* nan Kwadèboukè, yo lage plizyè mounn ke gang yo te pran kòm otaj. Gen youn ti chèf gang ki pèdi lavi l. Menm bagay la t ap fèt nan zòn *"Village de Dieu"* kote se Izo ki gwo chèf la. Sanble baton an ap chanje bout vre. Jan nou wè bagay yo ap dewoule, Lapolis pa pran lòd ni nan men minis Lajistis, ni nan men Premye minis. Sa rèd ! Jan yo di a, pral gen rèl ka Makorèl !

Epi se konsa nou wè gwo chèn televizyon CNN debake nan Pòtoprens mèkredi a, 3 out (dawou) avèk youn bann jounalis. Yo enstale katye jeneral yo nan lotèl Marriott. Yo vini ak « *drones* », ki pèmèt yo enspekte sa k ap pase nan youn zòn, san yo pa bezwen deplase. Nan jedi, lòt jounalis kòmanse debake Pòtoprens tou. Anfen, lotèl yo ap fè youn ti biznis, bagay yo pa wè depi kèk tan.

La tou, gen youn bann mounn k ap mande sa k ap pase konsa ? Si m te konnen, mwen ta di n. Toutfwa, mwen wè Premye minis defakto a, Ariel Henry, debake nan biwo Fritz Alphonse Jean, ke mounn Akò Montana yo te chwazi kòm prezidan. Gen mounn ki kouri di Premye defakto a ta vle ofri Mesye Jean pou l prezidan epi pou li menm li rete Premye minis. Antouka, sa p ap mache, paske mounn Montana yo deja rale kò yo, yo p ap kontinye diskite ak okenn Premye minis defakto. Jan pawòl franse a di : « *Les choses prennent une autre tournure* ».

Menm si jiskaprezan, Premye Minis la panko louvri bouch li pou l kondane gang yo, li rive nan dènye bout li. Pèsonn p ap dakò pou l rete la a, paske li bay kont prèv ke l nan konfyolo ak gang. Men pawòl la ap sonnen byen fò: **« *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti !* »**

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

met death, most horribly. He was burned alive by a gang leader known only as "Ti Makak" (Monkey Jr.), in Laboule 12, a high-class neighborhood in the hills above Petionville, the upscale suburb of Port-au-Prince. Currently, Mr. Buissereth was in charge of a government-financed neighborhood housing reconstruction program known by its French acronym EPPLS, which stands for *"Entreprise publique de promotion de logements sociaux."* A driver who was at the wheel of the Toyota Landcruiser vehicle with him met the same fate.

What's behind such horror is still not known. Around midnight that day, a reporter of the *Le Nouvelliste* Port-au-Prince daily reached the Petionville Justice of the Peace Noël Clément, who went to the location of the crime to write a report concerning the proceedings. The judge said, the "calcinated bodies" bodies were taken to the Petionville Police station to attend to that.

It should be noted that during all Saturday afternoon, "Ti Makak" and his "soldiers" had been on a shooting spree in the Laboule 12 area, forcing vehicles to take a detour by *"Montagne Noire"* to reach Kenscoff, a town in the mountains above Laboule 12, where the well-to-do go on vacation, especially in the summer. But Mr. Buissereth couldn't have taken that route because his detour was intended only to bypass Martissant under gang control since June 1st of last year. Unfortunately, the well-heeled Laboule neighborhood now has its own gang problem.

As it is, the driver was on his way to take Mr. Buissereth pass Carrefour, south of the capital, to link up with the latter's own driver who was waiting to drive him to Cayes, in southern Haiti, where his wife was expecting him. Carrefour is next to Martissant, a no man's land for more than a year, as already mentioned. Usually, twice a week, Mr. Buissereth went to Cayes, the capital of the southern department, where the family lives. His wife had just welcomed their daughter who came home, from College in Canada, to spend some of the summer vacation with the family. Moreover, Mr. Buissereth goes often to Cayes, my hometown, where he's responsible for a private high-school.

It is indeed tragic that, due to widespread and unchecked insecurity by the Haitian authorities, who appear to be in cahoots with the armed bandits, Haiti has lost one of its most capable and industrious citizens. He's only the latest of several others. And the end is not in sight.

On this sad occasion, we present our condolences to his wife, Lucie Naomé L. Buissereth, his companion_N. Peck, his eight children, and to the relatives of Ronald Joseph Momplaisir, the nephew of N. Peck, who perished with him in the attack. To his extended family and his friends, we also present our sympathy.

Another recent spectacular gang murder/execution

Police Inspector Réginald Laleau, 45 years old, was murdered on Sunday, July 24, by heavily armed bandits, who came inside the Assembly of God church in Meyer, a village near Croix-des-Bouquets, north of Port-au-Prince, to grab their victim. The stunned worshippers didn't know what to do. The bandits, said to be of the *"400 Mawozo"* gang which controls most of the area around Croix-des-Bouquets, left with the corpse of the inspector, as well as with his service vehicle. There was not a word of comfort for the families of the policeman, either from the Chief of Police Frantz Elbé or from Prime Minister Ariel Henry.

Disappearing with the corpse of the police inspector brings to mind a gang action going back to March 13, 2021 at Village de Dieu, south of center city Port-au-Prince, when the bandits routed the police which was on a mission to dislodge the gangs. The bandits had seized armored vehicles and killed five policemen, whose corpses they refused to turn over to relatives who wanted to have a proper funeral for their loved ones.

The "Five Seconds" gang of chief Izo (Johnson André), responsible for that action, is the same one which took over the so-called Palace of Justice at the Bicentennial neighborhood of the capital last June 10, chasing out judges, court personnel, lawyers and security. While some of them left with certain State vehicles, others are still there. They've shredded documents and disposed of furniture and other equipment, which have been sold publicly at a park not far from the National Palace.

When a month after the initial invasion, a journalist publicly asked the Prime Minister what he intends to do in the case of the bandits still holding the Courthouse, Dr. Henry upbraided him, saying he should stop giving "fake news." Information to the contrary, the de facto Prime Minister intimated that the gangs didn't do what the journalist said. Nonetheless, since June 10, Mr. Henry has failed to show up at his office, which is next to the Courthouse. He's been operating from his official home in a safer neighborhood. Until when?

A fire at the Cathedral of Port-au-Prince: Awakening in top religious circles

"Oh God! They set your sanctuary on fire; they profaned the dwelling place of your name, bringing it down to the ground". It's with this verse of Psalm 74:7 that the Catholic bishops of the "Conference of Catholic Bishops of Haiti" (French acronym CEH) reacted to the attempt at burning down of the Cathedral of Port-au-Prince on Wednesday, July 27. Without mentioning anyone by name, they denounced those who *"kidnap, hold people hostage, break whatever, kill, burn and defy those in power who seem totally overwhelmed by what's happening."*

Moreover, the bishops asked, *"Why doesn't the State act, using the power needed, based on the law, to knock out the bandits? Is it that impossible to cut off the sources that provide the groups and individuals the arms and ammunition, or is it that some untouchable people are benefitting from it all?"*

Karine Jean-Pierre, White House Press Secratary says President Biden cares about Haiti.

They know of what they spoke, for two top officials of the Justice Department were involved in illegal arms and ammunition arriving from Miami to the port of Port-de-Paix, in Haiti's Norwest region. One of them, the lawyer Robinson Pierre-Louis, counsel to the Minister of Justice and National Safety, was arrested by the Central Directorate of the Police (French acronym DCPJ). An arrest warrant is outstanding for another one, Fritz Aubourg, who also works for the Minister, Berto/Berteaud Dorcé, himself a former jailbird. He was a judge when he was caught in 1997, in a case having to do with some drug traffickers he had released for a payment under the table. When he was named to the post last November, the Haiti-Observateur had published his curriculum vitae. But his friend Michel/ Michael Martelly, the former president who calls himself "Legal Bandit" pressured de facto Prime Minister Henry to name Dorcé to the post. Thus, has management of Justice in Haiti be entrusted to a criminal.

Saturday, July 30, a day after the message of the Haitian bishops, the Vatican gave wide coverage to their message by publishing it in full in the official organ of the Catholic Church, which has a worldwide readership. Certainly, U.S. President Joseph "Joe" Biden, a fervent Catholic, has been made aware of the message of the Haitian bishops and of the Vatican's reaction.

Miami Herald's Journalist puts spotlight on Haiti's plight and President Biden's response

Jacqueline Charles, of *The Miami Herald*, didn't let the opportunity go by without having President Biden's press secretary address the Haitian crisis during the latter's visit, last weekend, at the joint National Association of Black Journalists and National Association of Hispanic Journalists convention, in Las Vegas.

In an article, Saturday, August 6, entitled ***"Biden press secretary says president cares about Haiti but situation is 'complicated,'"*** Ms. Charles quotes Karine Jean-Pierre, as she reacted to the Haitian crisis in these terms: *"This is a very complicated geopolitical situation that we're dealing with,"* adding, *"There is no great answer, except that we have to do everything that we can to help the people of Haiti."*

Ms. Jean-Pierre went on: *"There is no easy answer. And it's going to take time to figure it all out and it's not the United States; clearly, it's countries in the region, but I will say to you right now as someone who has parents who were born in Haiti, who considers myself also to be Haitian American, I've known this president for a very long time. This is very personal to him. He cares about the people and we are going to continue to do the work, working with the State Department and our National Security Team. It's just going to take time."*

All this was in response to Ms. Charles who noted that President Biden has come under much criticism for the way he's handled the Haiti crisis. She pointed to his immigration policy toward the country, having *"repatriated more than 20,000 Haitians compared to 19,629 for all of 202l, according to statistics from the United Nations' International Office for Migration."*

Ms. Charles also noted how the words of Senator Biden, who represented Delaware have come back to haunt President Biden now. A clip of 1994, has *"resurfaced,"* she noticed, in which one sees the then senator saying: *"If Haiti just quietly sunk into the Caribbean or rose up 300 feet, it wouldn't matter a whole lot in terms of our interest."*

Karine Jean-Pierre went all out in playing defense for her boss, as if to say, whatever the senator said in 1994 should be balanced with his most recent attitude. Here's how she puts it: *"I was with him when the earthquake happened in Haiti and how he reacted . . . how he delt with a community that was hurting, that was grieving. I've seen him with members of the community. He sees the country as the people there as friends of the United States."*

Granted. That was when he was Vice-President Biden. Now, much more empathy toward Haiti is required from President Biden, who has acted as if he doesn't know that gangs, overpowering even the Police, are causing death and desolation in Haiti on a scale similar to what's happening in Ukraine. He has gone out in no small way, spending tens of billions of dollars to alleviate the pain of the Ukrainians, who are 4,965 miles away from Washington, and punish their Russian tormentors, acting on orders of Vladimir Putin. Meanwhile, only 1,395 miles away from the American capital, he doesn't mind that Haiti is sinking in the Caribbean!

The Washington Post calls for the international community, Washington included, to do more

In an editorial, published Saturday, August 6, the leading Washington daily headlines: ***"As Haiti sinks into pandemonium, the international community is silent."*** The lead sentence tells it all: *"As Haiti sinks ever-deeper into pandemonium, with much of the capital seized by gunfire and gang warfare, it has received recent deliveries from the United States of two commodities that can only contribute to its meltdown: weapons and deportees."* And this: *"Those exports –one smuggled, the other overt—are the latest symptom of the world's callous disregard and moral myopia regarding the Western Hemisphere's poorest country."*

The Post is very blunt when it states: *"Haiti has no functional government, no democracy, no peace, no hope. And the international community's response is silence."* And the conclusion can't be more damning: *"It is high time for a reassessment of the convenient piety, voiced by diplomats, advocates and activists, that Haiti should be left to find a 'Haitian-led solution.' The truth is that a 'Haitian-led solution' is a chimera, and without a muscular international intervention, the country's suffering will deepen. To ignore that reality is to be complicit in the world's disregard for Haiti's anguish."*

Whereas, outside intervention must be part of the equation, everything shouldn't be left to the international community which, come next February, will have been in Haiti during three decades. One UN mission after another has been on the ground since 1993, including the current one, the United Nations Integrated Office in Haiti (French acronym BINUH). Under the watch of the UN missions, the country has gone from one crisis to the next. Consider that the gangs causing the current chaos in Haiti were organized under the glare of the international community by the Haitian puppets they imposed on the country with the support of the CORE Group of Western diplomats.

Only the involvement of true and honest Haitian patriots, without any self-styled "Legal Bandit" imposed by the State Department, can bring a lasting solution to the country, through the decentralization of power, undertaken, in part, with massive investment from the billions owed to Haiti by France and the United States from the double debt of independence. As reported in The New York Times series of last May 20-22, that debt, imposed on the country for more than a century, had mortgaged Haiti's economy, turning the once lush land into that "poorest country" to which all refer now. That's what the international community should support to change the paradigm in Haiti which will no longer be a headache for the whole Western Hemisphere and far beyond.

RAJ
10 August 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 8

À tout Joe Charles tout honneur !

Par Louis Carl Saint Jean

Souvent, chez nous, l'artiste naît, grandit et meurt comme une promesse. Il nourrit toutes les saisons et défie toutes les raisons. Bon gré mal gré, sous le soleil ou sous la pluie, le jour ou la nuit, on le voit mépriser les caprices de dame nature, voulant à tout prix changer un monde parfois rebelle, souvent têtu, un monde où presque tout a l'air superflu. Il fait oublier le terre à terre de l'existence pour nous élever à la hauteur d'une constellation d'élus. Aux yeux de certains, il est le don suprême d'une providence qui a façonné son cœur, siège du génie, de la pitié, de la souffrance et de l'amour, sensations divines qu'Alfred de Musset, champion du romantisme, a appelées de ses vœux : « *Ah ! frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie !* »

Certes, ils sont légion chez nous les artistes. Les vrais, cependant, ne se retrouvent pas à tous les coins de rue. On les gratifie d'un sourire souvent furtif, seulement au besoin, dans l'ivresse d'un temps défunt. On les voit alors plutôt jusque sur les ailes de la nostalgie, bien loin des tréteaux qui les ont fait épandre, selon le temps, un jet de sourire des plus doux ou un flot de larmes des plus délicieux.

Ma quête maladive vers le sublime en tout ce qui concerne Haïti m'a offert le rare privilège de côtoyer un de ces esprits incompris, cet « homme d'ailleurs », aurait dit Léo Ferré. Je l'ai admiré comme un mystère. Léon Laleau, dans un de ses « bonbons acidulés », aurait vu en lui « un de ces génies nés pour faire vivre les uns et faire rêver les autres, mais que nous n'avions pas trop bien compris ». L'artiste en question n'est nul autre que le génial bassiste Joe Charles, nom que je prononce avec la plus grande révérence.

Paradoxalement, notre côtoiement a été récent. Et, à mon plus grand regret, ce lien a été aussi bref qu'un secret. Mais, pour ma plus grande satisfaction, notre amitié, en si peu de temps, a été aussi salvatrice qu'une source d'où se désaltèrent les rescapés d'une saison de pleurs et de larmes.

En effet, entre lui et moi, tout a commencé le dimanche 14 juillet 2019. Ce jour-là, aux environs de 22 heures, tandis que je préparais le troisième d'une série de dix articles sur Guy Durosier, a sonné mon portable que j'avais déposé un peu loin de mes yeux. J'ai hésité à prendre l'appel par peur de perdre le fil de mes pensées. En voyant le nom Joseph Charles sur l'écran de l'appareil, je me suis ravisé, devinant qu'il s'agissait du bassiste Joe Charles, qui, depuis plus d'un mois, avait promis à notre ami commun Jacques Patrick Glaure de m'appeler. Je tenais à lui parler dans le cadre de mes recherches sur l'auteur de « Ma brune » avec qui il avait collaboré du milieu jusque vers la fin des années 1980. Et comme cette longue attente m'a été profitable !

Quel homme merveilleux était ce Joe Charles qui s'est séparé de nous le 28 juillet dernier dans un centre hospitalier à Atlanta ! Le 13 février 2022, tandis qu'il assiste devant son téléviseur au « *Super Bowl LVI* », il fait un ACV et ne s'en est jamais remis. Or, ce n'est qu'en décembre 2021, apparemment pétillant de santé, qu'il a quitté la Floride où il vivait depuis 32 années pour aller se fixer à « *La grande pêche* ». Comme nous disons en créole : « *Bon pa dire !* » Pour parler comme Malherbe, évidemment dans un tout autre contexte : « *Joe Charles était du monde où les plus belles choses ont le pire destin* ».

On peut alors comprendre les lamentations, voire les pleurs, des mélomanes haïtiens et de ses camarades musiciens depuis ce triste jour d'été. Pour Yvon « *Kap*i » André, un des fers de lance du Tabou Combo : « Joe Charles incarnait la sagesse. Il était toujours souriant, prêt à offrir son aide et ses conseils. Dans le domaine musical, il était un de nos meilleurs bassistes. Nous avons perdu un homme extraordinaire ». Le guitariste Gary Résil a ainsi rendu hommage à son ami : « *Joe Charles était un de nos bassistes complets. Il pouvait s'aventurer dans tous les genres. En plus, c'était un homme de bon commerce, de bonne éducation. Dans le vrai sens du mot, Joe était un grand homme* ».

Ce beau concert de louanges a ainsi continué. Le pianiste et compositeur Mushi Widmaier, son ancien complice du fabuleux groupe Zèklè, me l'a présenté comme « *un excellent musicien, un homme affable, un ami sur lequel on pouvait compter, un bassiste dont le style convenait le mieux à celui de Zèklè* ». C'est presque le même son de cloche qu'a fait entendre le guitariste et ingénieur Fritz Frédéric Joassin qui voit en l'illustre défunt « *un homme silencieux, d'une rare politesse et un musicien complet* ».

Maguy Piquion, chanteuse de bon goût, veuve du pianiste et compositeur Max Piquion, pense que « *Joe Charles est un de ceux à qui tout hommage devrait être accordé pour avoir été un homme honnête, sincère, jovial, respectueux, humble et de bon caractère. Excellent musicien, il a offert pendant très longtemps ses talents à la communauté haïtienne à Miami. Il va beaucoup me manquer* ».

Joseph Charles jr., dit Joe Charles, a vu le jour à Port-au-Prince le 22 février 1959. Son père, Joseph Charles, dessinateur-cartographe port-au-princien, a longtemps travaillé au Bureau des Statistiques. Sa mère, Flavie Léonard-Charles, est issue d'une famille cayenne profondément catholique. Ce couple a eu cinq enfants : Marie Michèle, Lionel, Yanick, Philippe et Joe. Ce dernier est le benjamin de la famille.

Joe Charles a passé une enfance heureuse dans un foyer très sensible à la religion et à la musique. Son père, également musicien amateur, a inculqué les premières notions du quatrième art à sa progéniture. Son grand-père maternel, François Léonard, a été organiste et joueur d'harmonium à la Cathédrale des Cayes au cours des années 1940 et 1950. Sa tante et marraine, Jeanne Léonard, a passé plus de 40 années à servir le pays comme religieuse et enseignante. C'est d'ailleurs celle-ci, excellente raconteuse d'histoire, qui expliquera à son curieux neveu et filleul, alors âgé de 10 ans, le massacre de Marchaterre (6 décembre 1929). « *Depuis lors, s'est éveillée en moi une passion pour l'histoire d'Haïti qui ne m'a jamais quitté* », m'a dit Joe.

Dès l'âge de 7 ans, alors en classes primaires à l'École Jean-Marie Guilloux, la musique occupera une part importante dans la vie du petit Joe. Il négligera alors un peu ses études de catéchisme au profit des airs musicaux à la mode. En 1966, son oncle maternel, Albert Léonard, un luthier, fabrique une guitare pour Phlippe dont, un an auparavant, a épaté le jeu de Toto Duval dans la méringue carnavalesque « *Jet-Rampa* » (« *Men dyèt la* ») du Super Ensemble Webert Sicot. À 9 ans, grâce à Philippe et à Lionel, leur talentueux frérot jouait déjà de la guitare. Depuis lors, il fera de la musique une religion, une vocation.

Joe Charles en concert.

C'est au cours des vacances d'été 1968 que Joe allait commencer à fréquenter, à titre d'observateur, une formation musicale. À l'époque, Philippe Charles est guitariste du groupe The Young Boys fondé dans leur quartier à la ruelle Chrétien. Il aura à ses côtés : Kerby Baton, Karol et Hervé Lorminé, David Barlatier, Erold Edouard, Ricardo Chéry, Edrice Prosper, Domec Jacques, Yves Pierre-Louis, Yvon Louissaint et d'autres musiciens en herbe. Joe, brillant conteur, m'a ainsi fait vivre ces heures : « *Au cours des séances de répétition, à chaque pause, je prenais la basse pour pratiquer les morceaux en vogue de l'époque. Malgré l'influence de mes frères, je ne suis jamais arrivé à m'exprimer sur la guitare. La basse a toujours été mon instrument de prédilection* ».

C'est dans cette formation qu'en janvier 1971 le prodigieux gamin jouera pour la première fois devant un large public. À l'époque, les manitous du régime, préparant la transition Duvalier père – Duvalier fils, exigent les ensembles musicaux à égayer les principaux quartiers de la Capitale. « *The Young Boys* », dont le siège se trouve à une dizaine de mètres de la maison du tout-puissant Gracia Jacques, sont retenus pour se produire devant le Bureau Postal, sis à la Cité de l'Exposition. Joe Charles, qui allait avoir 12 ans le mois suivant, est ovationné après ses solos admirables sur « *Reddition* », hymne écrit en 1963 à la gloire du président François Duvalier par l'ancien préfet de Port-au-Prince Windsor Day. « *À la fin de l'exécution de cette pièce, des sympathisants du régime m'ont soulevé avec la basse et ont jeté de l'argent sur moi* », m'a raconté Joe en riant de toutes ses forces.

Trois mois plus tard, le 6 avril 1971, Joe, Philippe, Yanick et leur mère rejoignent le reste de la famille établie aux Etats-Unis (Brooklyn, NY) quatre mois auparavant. Joe fréquente l'école pré-secondaire située à la Cinquième Avenue à Brooklyn. La passion des jeunes Charles pour la musique n'a fait que s'accroître. Ils reçoivent chez eux des amis musiciens tels que Elysée Pyronneau, Ernst Marcelin, Eddy Bourjolly, les frères Raymond (Bobby, Fritz et Yves), Tico Pasquet, Gary Résil, etc. Ces deux derniers et Lionel Charles évoluaient alors au sein de « *Baby Jazz* ».

L'amour de la musique presse Joe de plus en plus, qui tient également à ses études classiques qu'il terminera au lycée Sarah J. Hale en juin 1977. Vers 1974, il est bassiste d'un trio de jazz formé de Philippe Charles, à la guitare et de leur cousin Paul Eric Charles à la batterie. Ce groupement accompagnera un peu partout des artistes de tous horizons. Il s'en souvient : « *À 15 ans, je jouais dans des boîtes de nuit de New York où n'avaient pas accès les moins de 21 ans* ».

Ayant acquis une certaine notoriété, il se manifeste çà et là dans le « Big Apple » avec des artistes haïtiens comme étrangers. En 1975, il fait sa première tournée hors des États-Unis, partant au Canada en tournée avec Léon Dimanche et Myriam Dorismé. En décembre 1977, Philippe et lui seront applaudis dans « *Sister Salvation* », une comédie musicale « *Off Broadway* » de Jimmy Siegler, dans laquelle se sont illustrées Rosetta Jefferson et Sharon Jones.

Jusqu'ici, Joe Charles n'a participé à l'enregistrement d'aucun disque. Cette occasion lui sera bientôt donnée par le producteur musical Jean-Claude Verdier, homme envers lequel il voue une très grande admiration. En 1979, il prend part au projet « *Fusion* » de Charles Adolphe. La même année, lui et Philippe feront partie du Tropical Combo de Ti Jacques, dont ils enjoliveront le second disque (Musique des Antilles, 4661). Joe y restera moins d'une année et se joindra au Wanga Nègès, groupe mis sur pied en mai 1980 par le chanteur-compositeur Assade Francœur.

Malgré toutes ces réussites, il manquait toujours quelque chose à Joe pour remplir un vide constamment présent et pesant dans son existence. C'était Haïti ! Ce rêve allait enfin se concrétiser. En décembre 1981, par l'intermédiaire de M. Verdier, il rencontre Joël et Mushi Widmaier qui l'invitent à faire partie de Zèklè. En juillet 1982, il retourne au pays natal et va écrire un joli cahier avec cet ensemble. « *Les années Zèklè furent les plus belles de ma carrière musicale. Elles m'avaient permis non seulement de m'associer à un groupe dont j'ai beaucoup aimé le style ; elles m'avaient surtout permis de pénétrer Haïti que j'avais seulement connue à travers les livres* ».

1986 sera une année clé pour la carrière musicale de Joe Charles. En effet, grâce à Jean-Claude Verdier, en été de cette même année, il rencontre Guy Durosier. Immédiatement, il fait de celui-ci son idole, ébloui par son génie. Avec Fred Déjean (saxophone alto), André Déjean (trompette), Almando Keslin (batterie), il l'accompagne au Théâtre de Verdure. L'année suivante, lui et Philippe joueront avec Guy Durosier au Ciné Triomphe (Port-au-Prince) et au Walt Whitman Theatre (Brooklyn College). Peu après, les Charles mettront également leurs talents dans la réussite du disque « *Apothéose* » de « *l'ambassadeur de la musique haïtienne* » produit par Gayrol Démosthènes.

Au cours de l'année 1987, tout en restant membre à part entière de Zèklè, Joe Charles regagne les États-Unis. Peu de temps après, plus précisément en janvier 1988, invité par son ami Elysée Pyronneau, un de nos meilleurs guitaristes, il intègre le Tabou Combo, en remplaçant Adolphe Chancy. Il s'en est séparé en mai de la même année et est remplacé par Yves Albert Abel. C'est à ce moment qu'il allait faire brièvement partie de Kajou auquel on doit l'album « *Sa fè mal* ».

Joe Charles allait faire une nouvelle et heureuse expérience en Haïti. En été 1989, encore sur l'invitation de Jean-Claude Verdier, il accompagne Yole et Ansy Dérose dans une tournée qui a conduit ce beau et talentueux couple dans huit villes du pays. Le succès est inénarrable ! De retour aux États-Unis, il tiendra la basse dans l'enregistrement du disque « *Gina* » du trompettiste Anderson Cameau. Vers la même époque, il a collaboré avec des groupes et artistes tels que Bethova Obas, Emeline Michel, Jacques Fattier, Gina Dupervil, Caribbean Sextet, etc.

De nouveaux horizons allaient s'ouvrir à notre bassiste. Le 29 novembre 1989, il fait ses adieux à New York et va enregistrer le disque « *Turbo Digital* » avec Top Vice. Il en devient le premier bassiste et s'installe en Floride. En 2002, il le quitte pour aller faire brièvement les beaux jours de Lakòl et de D-Zine. Deux ans plus tard, Joe fera corps de nouveau avec le « *Chouchou de Miami* » qui sera démantelé peu de temps après. En 2004, il est membre du Nu Vice que forme Robert Charlot Raymonvil sur les brisées de Top Vice. Malheureusement, quatre ans plus tard, en 2008, cet ensemble avait cessé d'exister.

Depuis la dislocation de la bande à Charlot, Joe Charles évoluera comme musicien indépendant. On le verra surtout les dimanches soir à la Kasa Champèt Restaurant and Lounge (Pembroke Pines, en Floride). De 2013 à 2020, il adhère à Ambiance Créole, dernière formation qui aura bénéficié de ses compétences. Il a alors eu pour associés : David Lacombe, keyboard, Harold Jean-Baptiste, guitare, Marc Arthur, chanteur, etc.

Je pense qu'il ne serait pas exagéré de dire que Joe Charles a été, au cours des quatre dernières décennies, l'un de nos meilleurs bassistes. Selon le percussionniste, chanteur et compositeur Joël Widmaier, son ancien camarade de Zèklè : « *Joe Charles a apporté une autre approche, une autre vision, une autre conception dans la façon dont est jouée la basse électrique dans la musique haïtienne, ceci dans quel que soit le rythme national ou dans n'importe quel autre genre de musique* ». Pour Robert-Charlot Raymonvil, ancien maestro et claviériste de Top Vice et de Nu Vice, « *Joe Charles était l'un des piliers du style "nouvelle génération ". Faiseur de tendance, il a été*

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 9

AVÒTMAN.
SAN DANJE + LEGAL POU TOUT MOUN
NAN VIL NEW YORK.
nyc.gov/abortion NYC Health

The Pan African Collective, Inc. Presents...
THE PAN AFRICAN FAMILY REUNION
COME ONE, COME ALL!
- Live entertainment & amazing performances
- Cultural exhibits & displays
- Educational, health, craft & food vendors
- Kids zone and more
- FREE ADMISSION & PARKING
- MASKS OPTIONAL
- FREE HAND SANITIZER TO ALL ATTENDEES

Saturday, August 27, 2022
12 noon to 4 pm
(Rain Date: September 17, 2022)
Event Location:
Greater Mt. Nebo A.M.E. Church
1001 Old Mitchellville Road
Bowie, Maryland 20716
Call 301-249-7545 for more information

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 10

ÉDITORIAL

L'assassinat horrible de l'ex-sénateur Buissereth, la dernière goutte d'eau !

Les assassinats, les kidnappings et autres actes criminels commis par les gangs armés ponctuent la vie quotidienne, en Haïti. Il semble, depuis quelque temps, que les bandits prennent pour cibles les hauts gradés de la Police nationale. L'exécution sommaire d'un cadre de l'administration Ariel Henry, doublé d'-un ex-sénateur de la République, constitue la dernière goutte d'eau qui fait déverser le vase. Car ce forfait porte la criminalité battant son plein, à travers la République, à une dimension encore plus inquiétante. Les autorités ne semblent pas prendre au sérieux la stratégie des bandits, qui ne cessent de rogner les pouvoir de l'État.

Ancien représentant du département du Sud, au Sénat de la République, Yvon Buissereth, directeur général de l'Entreprise publique de logements sociaux (EPPLS), a été tué à Laboule 12, par des membres du gang dirigé par Ti-Makak, dans des conditions non encore élucidées. Mais les rapports de presse concordants font état d'une attaque qu'a essuyé le véhicule dans lequel il se trouvait avec son chauffeur. Ce dernier a connu le même sort que lui. Criblés de balles, dans un premier temps, leurs corps sans vie ont été ensuite brûlés sur place, le plus naturellement du monde. C'est désormais la façon d'agir de ces criminels, qui prennent le temps nécessaire pour commettre de tels crimes, assurés qu'ils sont que personne ou rien ne viendrait interrompre la commission de leur crime.

Ce dernier assassinat crapuleux est réalisé dans les mêmes conditions que celui de l'inspecteur de Police Réginald Laleau, dans la commune de Croix des Bouquets, le dimanche 24 juillet. Saisi par des criminels, alors qu'il assistait au service dominical, à l'Église Assemblée de Dieu de Meyer, M. Laleau a été tué, à la vue de tous, avant que son cadavre ne soit mutilé, ensuite emporté par ses assassins, qui ont également volé son véhicule. Il semble que le rôle des autorités policières se limite uniquement à confirmer de tels actes, le porte-parole de la Police nationale, Gary Desrosiers, en assure-t-il la responsabilité, précisant que l'inspecteur était âgé de 45 ans.

La liste des victimes de la série noire ne cesse de s'allonger, depuis quelques semaines, l'assassinat-exécution de l'ex-sénateur Buissereth en est la dernière en date. Vu l'inaction des autorités et la détermination criminelle des malfrats, de telles violences sur les citoyens sans défense, toutes catégories sociales concernées, risquent de s'intensifier.

Le phénomène du kidnapping, qui s'est installé progressivement, en Haïti, principalement dans les communes de Port-au-Prince, ainsi que d'autres crimes faisant l'apanage des bandits, s'est développé parallèlement avec les assassinats. Ces deux derniers crimes traduisent le caractère systématique et omniprésent de telles activités des gangs. Les assassinats de l'ex-sénateur Yvon Buissereth et de l'inspecteur Réginald Laleau ont été précédés d'autres exécutions perpétrées de la même manière.

Nonobstant les opérations policières menées contre des foyers de bandits, dont certains ont été abattus et d'autres arrêtés, ces derniers ne se laissent pas « *intimider* ». Les raids punitifs orchestrés dans leurs fiefs par la PNH ne contribuent en rien à réduire leur acharnement sur les citoyennes et citoyens. Leurs victimes tombent par douzaines. Parmi elles se trouvent des policiers, des hauts gradés de la Police, ainsi que diverses autres catégories de la société. Mais, les personnes liées à l'institution policière sont devenues, ces derniers temps, les cibles privilégiées des malfrats. Sans doute en guise de représailles contre les opérations musclées menées contre eux par les forces de l'ordre. Il faut maintenant se demander si l'assassinat de M. Buissereth, qui résulte de l'attaque orchestrée par les hommes de Ti-Makak, donne le signal de la décision des gangs armés d'étendre leur offensive prioritairement sur les hauts fonctionnaires de l'administration publique.

Le pays se trouve, définitivement, sous l'empire de la mafia, les forces de l'ordre sont en retrait et les dirigeants absents. Il a cruellement besoin de leaders sérieux, compétents et imperméables à la corruption, non seulement pour le sortir de cette situation infernale, mais aussi pour assurer son retour aux normes constitutionnelles et son heureux cheminement sur la voie de la démocratie.

De toute évidence, ce constat est général, car les interventions publiques fusent de toutes parts appelant à un redressement, immédiat et urgent, de la situation. Mais ces appels sont dirigés sur des leaders qui ne voient et n'entendent rien, inspirant l'idée qu'ils sont partie prenante de la descente aux enfers du pays.

Certes, tout le monde s'alarme de la situation et invite les dirigeants à prendre des mesures appropriées pour neutraliser complètement les criminels. Toutefois, ils passent tous à côté de l'unique solution susceptible de rétablir un climat sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national.

En effet, l'ex-président intérimaire Jocelerme Privert a tweeté : « *L'assassinat lâche et crapuleux du sénateur Yvon Buissereth et de son chauffeur est un de trop. Cet acte barbare et inhumain est révoltant. Tout en présentant mes sympathies à sa famille, ses proches, mes anciens collègues du Sénat, j'exhorte les autorités à tout mettre en œuvre pour permettre au pays de retrouver la voie de la paix, de la stabilité et du progrès* ».

Intervenant, à son tour, sur ce même dossier, Joseph Lambert, président du tiers restant du Sénat, s'exprime en ce sens : « *Il ne suffit pas de condamner l'assassinat brutal de l'ancien sénateur Yvon Buissereth. Il faut agir pour freiner le train de l'insécurité* ». Et il enchaîne avec cette phrase : « *Je ne veux plus déplorer ni condamner. Il faut des actes concrets pour mettre fin aux activités des bandes criminelles dans le pays* ».

Pour sa part, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a émis un communiqué daté du lundi 2 août, dans lequel est tiré la sonnette d'alarme sur les gangs armés. Le document du BINUH expose les crimes des bandits, notamment leur emprise sur le pays.

En effet, cité par l'organe de presse en ligne *Vant Bèf Info* (VBI), l'organisme mondial souligne que du 24 avril au 16 mai, 92 citoyens ont été tués. En même temps, dit encore le BINUH, 96 membres des gangs ont trouvé la mort, dans les affrontements, tandis que 120 personnes ont été blessées par balles. Le même organe de presse cite également celui-ci, en ces termes : « *Bien que Port-au-Prince ait connu une forte augmentation de la violence armée depuis 2018, le nombre d'affrontements dans ces communes a été extrêmement lourd et a rarement été documenté en si peu de temps dans l'histoire récente du pays* ».

Selon le BINUH, l'impact de la violence des malfrats sur la population est immense. Les cas de violence sexuelle se sont multiplés, tandis que, au moins 16 000 personnes avaient dû fuir leurs résidences, qu'ils ont troqués pour des logements de fortune ou pour se réfugier chez des proches, à la capitale, ou encore auprès d'autres parents, en province.

Le BINUH met aussi en évidence la cruauté caractéristique des gangs, qui n'épargnent personne. Aussi souligne-t-il, dans ce rapport : « *Armés de fusils d'assaut, mais aussi de machettes et de barils d'essence* », ils sont sans pitié. Il dit en outre : « *Des femmes et des enfants dès l'âge d'un an ont été exécutés chez eux et leurs corps brûlés. Des enfants d'à peine dix ans, accusés de donner des informations à des groupes rivaux, ont été abattus dans des lieux publics* ».

Afin que nul ne prétende ignorance, le communiqué, du BINUH cite nommément les groupes responsables de ces crimes : « *Chen Mechan et 400 Mawozo et leurs alliés respectifs, le G9 en famille et alliés et le ' G-Pèp '* ». Au bout du compte, le BINUH dénonce, sans indiquer comment venir à bout des gangs armés. C'est aussi l'approche des intervenants haïtiens, qui se contentent uniquement de dire que l'ultime offensive soit lancée en vue de vaincre définitivement ces criminels.

Totalement absent, ou faisant semblant de donner une réponse proportionnelle aux actes des gangs armés, promesse qui restera lettre morte, le Premier ministre de facto et son équipe, n'ont pas les reins suffisamment solides pour imposer la loi et l'ordre. À l'instar des policiers, des hauts gradés de la PNH et des citoyens, qui ont été exécutés horriblement, ou simplement tués, par les bandits armés, le cas du directeur général du EPPLS sera vite oublié. Ariel Henry a d'autres préoccupations, dont se maintenir au pouvoir, à tout prix, est la première.

L'assassinat de l'ex-sénateur Yvon Buissereth est bien la dernière goutte. Aucun doute, la neutralisation des gangs armés reste l'objectif numéro un de vraies autorités. Mais celles présentement en place n'ont aucune volonté de mener à bien une telle entreprise. Il est temps de prendre le taureau par les cornes : Ariel Henry n'a pas sa place à la primature !

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 11

EDITORIAL

The horrible assassination of former Senator Buissereth must be the last straw

Assassinations, kidnappings and other criminal acts committed by armed gangs punctuate daily life in Haiti. For some time now, the bandits have been targeting senior members of the National Police. But there's a departure from that norm with what happened last week. The summary execution of an executive of the Ariel Henry administration, a former senator of the Republic no less, is the straw that must break the camel's back. This crime, underscoring widespread criminality throughout Haiti, is even of a more disturbing dimension. Apparently, the authorities fail to understand how serious the matter is, as the bandits, in their strategy, constantly undermine the power of the State.

Formerly representing Haiti's Southern Department in the Senate, Yvon Buissereth was currently the General Director of a government agency attending to public housing, officially called "Public Enterprise of Social Housing" (French acronym EPPLS). Last Saturday, he was gunned down and set afire in Laboule 12, by members of the gang led by Ti-Makak (Monkey Jr.), in conditions yet to be clarified. However, all press reports indicate that both him and his driver were shot in their vehicle. Their bodies were riddled with bullets and set on fire on the spot. Such a horror! Now these criminals take time in committing their crimes, unhurried, because they know they have nothing to fear as they go about their operations.

This latest villainous assassination was carried out under the same conditions as that of Police Inspector Réginald Laleau, in the county of Croix des Bouquets, on Sunday, July 24. He was grabbed during the service at the Assembly of God Church in the little community of Meyer and killed in full view of the worshippers, mutilating his body. They left with the corpse, as well as with his police vehicle. It seems that the role of the police authorities is limited to confirming such acts, as the spokesman of the National Police, Gary Desrosiers, did, adding that the inspector was 45 years old.

The murder/execution of former Senator Buissereth is just the latest in the uptick in killings taking place in the country, some of which aren't even reported. Given the inaction of the authorities and the criminal determination of the thugs, the future is bleak. The violence against the defenseless citizens, all social categories included, will likely intensify.

To be noted, things started with kidnapping, especially in communities surrounding Port-au-Prince and progressively spread throughout the country. Then it's been the murders that are also expanding. The last two crimes mentioned above represent a systematic upgrade in gang activities. The assassinations of former Senator Yvon Buissereth and Inspector Réginald Laleau were preceded by other less spectacular executions, but similarly perpetrated.

Notwithstanding police operations carried out against the homes of certain bandits, with some of them shot to death and others arrested, the criminals aren't intimidated. The punitive raids carried out in their strongholds by the PNH have done little to reduce their relentlessness attacks on the citizens. Their victims fall by the dozen. Among them are junior and senior police officers, as well as individuals of various categories in society. However, as already pointed out, lately, the police institution has become a special target of the thugs. No doubt, that's in retaliation for the punishing operations carried out against them by law enforcement. In the process, one must ask if the assassination of Senator Buissereth by Ti-Makak's men doesn't signal a new offensive extended primarily to senior officials of public administration.

Undoubtedly, the underworld now rules in Haiti, while law and order forces, somewhat leaderless, are in retreat, even absent. The country is in dire need of serious, competent leadership that eschews corruption, to extirpate it from a hellish situation and ensure its return to constitutional norms, while steps are taken toward a democratic order.

Obviously, such ideas are taking hold, because there's a general outcry, from almost all sectors calling for an immediate and urgent recovery of the situation. These calls are directed mainly at leaders who apparently are blind and deaf, who cause the descent of the country into hell.

For sure, all are alarmed about the situation and keep calling on the leaders to respond in such a way to completely neutralize the criminals. But all are missing the only solution that could restore a safe and secure environment throughout the country.

In that light it's worth noting the tweet issued by former interim President Jocelerme Privert: "*The cowardly and villainous assassination of Senator Yvon Buissereth and his driver is one too many. This barbaric and inhumane act is revolting. While offering my sympathies to his family and loved ones, as well as to my former colleagues in the Senate, I urge the authorities to do everything possible to enable the country to find the path to peace, stability and progress.*"

Intervening, in turn, on the issue, Senator Joseph Lambert, President of the remaining third of the Senate, had this to say: "*It is not enough to condemn the brutal murder of former Senator Yvon Buissereth. I don't want to deplore or condemn. Concrete actions are needed to put an end to the activities of the criminal gangs in the country*".

Even the United Nations Integrated Office in Haiti, BINUH, by its French acronym, issued a statement dated Monday, August 2, in which it sounded the alarm on the armed gangs. The BINUH document exposes the crimes of the bandits, including their hold on the country. The online blog *Vant Bèf Info* (VBI) quotes the organization which states that "*from April 24 to May 16, 92 citizens have been killed; 96 gang members were killed in the clashes, while 120 people were injured by bullets.*" VBI further quotes the BINUH document: "*Although Port-au-Prince has seen a sharp increase in gun violence since 2018, the number of clashes in these communities has been extremely heavy, something rarely documented in such a short time in the country's recent history.*"

According to BINUH, the impact of thug violence on the population is immense. Cases of sexual violence have multiplied, while at least "*16,000 people have had to flee their homes, which have been exchanged for makeshift housing, if not taking refuge with relatives in the capital, or with others in the provinces.*" (It's our translation from a French text.)

BINUH also highlights the cruelty of the gangs, who spare no one. "*Armed with assault rifles, machetes and barrels of gasoline,*" the report states, "*they are merciless. . . . Women and children as young as one year old were executed in their homes and their bodies burned. Children as young as ten, accused of having provided information to rival groups, were shot in public places.*"

Leaving no one in the dark, the BINUH communiqué names the groups responsible for these crimes: "*Chen Mechan and 400 Mawozo and their respective allies, the G9 Family and Allies and the G-Pèp.*" In conclusion, BINUH has denounced, but without indicating how to overcome the armed gangs. That's the same approach of the Haitian stakeholders, who seem satisfied in saying the ultimate offensive should be launched to "***definitively defeat the criminals***."

It should be admitted that the de facto Prime Minister and his team are not strong enough, or willing, to impose law and order. Not unlike what has happened in the case of junior and senior police officers of the PNH and of other citizens, who have been horribly executed or simply killed by the armed bandits, the case of the Director General of the EPPLS will be quickly forgotten. Ariel Henry has other is consumed with other preoccupations, among which keeping power, at all costs, is foremost.

The assassination of former senator Yvon Buissereth must be the last straw. Undoubtedly, the neutralization of the armed gangs would be the number one objective of real authorities. However, those currently in place have no will to carry out such an undertaking. Therefore, it is high time to deal with the problem directly: Ariel Henry's place is not at the Prime Minister's Office!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAITI
ETAT-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CANADA
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
EUROPE

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/Etat
Zip Code/Code Régional
Country/Pays

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

lomon Saint Vil, Germain Champagne et moi les aurions fait voir de toutes les couleurs.

Malheureusement, lors de l'inoubliable tournoi de la CONCACAF, disputé en Haïti, du 29 novembre au 18 décembre 1973, le onze national, lors du dernier match du tournoi, avait baissé pavillon face à *La Tri*, sur le maigre score de 1 but à 0. L'unique but de la partie a été l'œuvre d'Enrique David Borja Garcia, buteur patenté du Club América, à la 29e minute de jeu. Rappelons que notre pays avait déjà alors obtenu sa qualification pour la Coupe du monde de football, qui devait se dérouler en Allemagne de l'Ouest, en juin 1974.

Pour l'histoire, rappelons que les équipes A de football d'Haïti et du Mexique se sont affrontées une dizaine de fois, de 1953 à 2019. Le Mexique a connu la victoire huit fois, contre deux matchs nuls. Le 19 juillet 1953, à Mexico, lors de leur première confrontation, *La Tricolor* s'est imposée sur notre équipe sur le score fleuve de 8 à 0. C'était pourtant la belle époque des Gérald Haig, Fénol Charles, Antoine « *Zoupim* » Tassy, Marc Élie, André « *Dadadou* » Vieux, etc. Le Français Paul Baron était alors l'entraîneur de notre Sélection nationale. La dernière, qui a eu lieu au State Farm Stadium, à Glendale (Arizona), le 2 juillet 2019, s'était soldée sur le score de 1 à 0 en faveur des Mexicains.

Le match nul, dont plusieurs d'entre nous se souviennent encore, est le 1 à 1 obtenu le 11 novembre 1981, à Tegucigalpa, la capitale hondurienne. En cette occasion, Goebbels Cadet (dit *Ti-Nazaire*) avait marqué un but splendide pour notre équipe, à la 47e minute. Et à trois minutes de la fin de cette rencontre mémorable, le brillant Hugo Sanchez a égalisé pour son pays, brisant de part en part le cœur de chacun de nous.

Pour avoir pulvérisé, sur le score de 3 à 0, l'équipe féminine du Mexique, nos « *Grenadières* » sont dignes d'être admirées. Leur éclatante victoire est un exploit dans le contexte actuel — un contexte d'insécurité, de kidnapping, de vie chère — où chaque jour que vit la majorité d'entre nous, dans notre propre pays, par la seule faute de nos dirigeants incompétents, médiocres et corrompus, jusqu'à la moelle, est un défi.

Je suis sûr que, dans une atmosphère sereine, notre Sélection féminine aurait pu accomplir d'autres prodiges. Et je crois pouvoir dire autant pour la Sélection des amputés, dont les vaillants joueurs ont besoin de l'aide de tous les patriotes haïtiens pour défendre vaillamment les couleurs nationales. Nous devons « *kole zèpòl ak zepòl* » pour que ces « *Grenadiers* » puissent nous donner la chance d'oublier nos déboires, ne serait-ce qu'« *en l'espace d'un cillement* », en octobre prochain, en Turquie.

L'Haïtien, dans tous les domaines, est génial. Seuls lui font défaut l'encadrement, le respect, l'encouragement et des dirigeants patriotes, compétents et honnêtes.

Louis Carl Saint Jean
louiscarlsj@yahoo.com
25 juillet 2022
Dr Marcelo Mitchelson et Georges Bossous jr.ont largement contribué à la rédaction de ce texte.

Suite de la page 16

évoluent dans les sélections seniors (hommes, femmes), pour la plupart, faisaient partie des équipes juvéniles, donc ils étaient détenteurs de visas américains depuis leur plus jeune âge. L'obtention de visas américains pour ces joueurs de football n'était plus un problème.

Les dirigeants actuels de la FHF ont failli à leur mission, parc qu'ils n'ont pas anticipé la possibilité de refus de visas, sachant que la réalité actuelle n'inspire pas confiance. Quand on dirige, il faut avoir l'intelligence de tenir compte du contexte dans lequel on évolue. L'environnement de la FHF a complètement changé, par rapport à la crise que connaît le football, depuis tantôt deux ans. On n'est plus dans un climat stable, surtout que des rumeurs, fondées ou pas, ont fait état de visas détournés par la FHF, c'est-à-dire que certains bénéficiaires n'avaient rien à voir avec le football. Par rapport à une telle situation, il revenait aux dirigeants de la FHF de sonder le terrain, en sollicitant une rencontre avec le consul général des États-Unis, en Haïti, pour faire le point sur la question. Il fallait aussi impliquer le ministère des Affaires étrangères, pour traiter ensemble la question et donner des garanties à l'ambassade, telles que, vérification rigoureuse de la liste des joueurs et joueuses pour l'obtention de visas, que les noms seront rendus publiques, ils seront scrutés à la loupe et feront l'objet de toutes sortes de vérifications. Ainsi, ils auraient pris des dispositions claires devant les responsables et agiraient comme des dirigeants proactifs ayant le sens de l'anticipation.

Le Cavaly de Léogâne n'a pas pu disputer son huitième de finale de la Ligue des champions de la Concacaf contre le New England Revolution de la MLS, par faute de visas américains. La Fédération haïtienne de football n'a pas mesuré les conséquences d'une telle mésaventure. Elle n'a pas donné l'accompagnement nécessaire au Cheval Rouge, qui avait pourtant mobilisé toutes ses ressources afin de préparer sa double confrontation face à l'équipe américaine. Le club leogânais a dû abandonner la compétition et paie aujourd'hui les pots cassés. Pour les joueurs, les dirigeants et les fans du Cavaly, c'est le rêve d'une vie qui a été détruite. Cette blessure ne sera peut-être jamais cicatrisée. Les conséquences liées à la non-participation des petites Grenadières, au tournoi de développement U15, seront néfastes pour elles. Vous imaginez tout le mal qu'endurent ces jeunes filles, qui ont travaillé pendant un mois pour participer à ce tournoi international, elles sont terrifiées et traumatisées. Elles paient le prix fort de l'incapacité de nos dirigeants à anticiper les problèmes.

Tout compte fait, le mal est déjà fait et la FIFA, pour avoir intronisé comme des monarques des dirigeants qui ne sont pas à la hauteur de la mission qui leur a été confiée et qui ne rendent de compte à personne, se fait complice de tout ce qui arrive au football haïtien. À quelques mois du délai imparti au Comité de normalisation, en vue d'organiser des élections pour élire un nouveau Comité exécutif, à la tête de la FHF, il va sans dire qu'il a échoué et, par ricochet, que la FIFA s'est trompée grandement. Il ne doit pas y avoir d'échappatoire pour les membres du Comité de normalisation. S'ils ne parviennent pas à organiser les élections pour l'arrivée d'un Comité exécutif élu, ils doivent tout simplement tirer leur révérence.

Le football ne peut plus continuer à être dirigé par des gens frappés de cécité, qui ne sont pas en mesure ni de voir ni de comprendre les enjeux, tenir compte des réalités locales pour sortir le football du marasme dans lequel il se trouve. Il doit être pris en charge par des gens compétents, soucieux de jeunes, dont l'avenir est, plus que jamais, menacé, en raison des décisions désastreuses de l'équipe dirigeante en place.

R.S.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES
L'ACTUALITÉ EN VRAC

Suite de la page 3

rer une « *intervention musclée* ». S'il faut s'en tenir à cette suggestion, il importe d'entreprendre des discussions sérieuses avec des authentiques patriotes, d'éviter ceux qui ont trahi la nation et qui se sont enrichis aux dépens d'une majorité qui croupit dans la misère.

Et la prise de position du secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) sur la situation haïtienne fait sauter les verrous. Car, tel que mentionné ci-dessus, il rend responsable la communauté internationale de la situation chaotique que vit le pays, après une vingtaine d'années de présence étrangère (nous disons près de trois décennies).

Que signifie la présence, en Haïti, de la CNN et d'autres journalistes étrangers ?

Depuis mercredi dernier, 3 août, la populaire chaîne de télévision américaine CNN, se trouve à Port-au-Prince, ayant établi son quartier général à l'hôtel Marriott. Disposant de drones, ces journalistes seront en mesure de suivre certains événements à distance. Lundi, dans une émission spécialement dédiée à Haïti, la CNN souligne que Port-au-Prince est à « *75 % contrôlée par des gangs* » et que le peuple est exposé à une catastrophe humanitaire, privé de nourriture et de soins.

Entre-temps des journalistes d'autres organes étrangers arrivent aussi au pays, aiguisant la curiosité, quant à l'opportunité de la présence de la presse étrangère en Haïti, à ce moment précis. On se perd en conjectures, tout le monde se préparant à quelque chose hors du commun. Toutefois, jusqu'au moment de mettre sous presse, il n'y a pas eu de fuite. Persiste le suspens !

Alors, les commentaires vont bon train, en ce qui concerne la visite

Gustavo Francisco Petro Urrego, le nouveau président de Colombie.

du Dr. Ariel Henry, à l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Fritz Alphonse Jean, qui avait été désigné président, par le groupe Montana, avec l'ex-sénateur Steven Benoit comme Premier ministre d'un gouvernement de transition pour diriger le pays durant deux ans.

Certains sont allés jusqu'à dire que le Dr. Henry allait proposer à M. Jean d'assumer la présidence, pendant que lui il continue de rester à son poste. Pourtant, presqu'à l'unanimité, la population exige le départ du Premier ministre qui, par action ou inaction, s'est prouvé l'allié des gangs, qui sèment la désolation et la mort au sein des familles, toutes catégories confondues.

Une nouvelle équipe au pouvoir en Colombie

Dimanche dernier, 7 août, la nouvelle équipe à la tête du gouvernement colombien a prêté serment, en présence d'une assistance de chefs d'État et de gouvernement ainsi que de délégations de haut niveau venant de tous les coins de l'hémisphère occidental. Haïti était absent.

Cette investiture représentait une première en son genre, car l'électorat colombien, lors du second tour des élections, le 19 juin, avait fait choix, pour la première fois, d'un candidat de la gauche comme président : Gustavo Francisco Petro Urrego, 62 ans, économiste, homme politique, et ancien guérillero.

Aussi, une première expérience pour toute l'Amérique latine, une Noire a prêté serment comme vice-présidente : Francia Márquez Mina, 41 ans, mère de famille, avocate, très active dans le domaine de l'environnement. Elle est aussi la seconde femme à occuper ce poste, après Marta Lucia Ramirez, qui avait été élue en 2018.

Vu le virage à gauche qu'a effectué la Colombie, certains se demandaient quelle serait l'attitude de l'administration Biden vis-à-vis du nouveau gouvernement. L'importance du choix de la délégation américaine à la cérémonie d'investiture de la nouvelle équipe au timon des affaires, en Colombie, a toute son importance. Depuis le 3 août, l'administration Biden avait fait choix de Samantha Power, chargée de l'Agence internationale d'aide américaine, la USAID, pour présider la délégation, composée de personnalités représentant un éventail d'ethnies : le législateur Grégory Meeks, de New York, un Noir, qui a brillé dans sa carrière à la Législature du pays, jusqu'à devenir président du Comité des Affaires étrangères de la Chambre basse, au Congrès; Désirée Cormier Smith, représentante spéciale à l'agence « Équité raciale et Justice », au Département d'État, ainsi que de Juan Gonzales, assisant spécial du président et directeur en chef pour les Affaires hémisphériques, au Conseil de sécurité nationale.

Francia Márquez Mina, la vice-présidente de Colombie.

Le nom du président dominicain cité au cours du discours du nouveau président colombien, mais Ariel Henry est absent

Que peut-on retenir du fait que le gouvernement du Premier ministre de facto d'Haïti n'a pas été invité aux cérémonies de dimanche dernier à Bogota, tandis que son voisin, sur la même île, festoyait avec les autres chefs d'état et de gouvernement, à Bogota ?

En clair, Gustavo Francisco Petro Urrego n'est pas de la trempe d'un président Joseph « Joe » Biden qui, pour plaire au Premier ministre de facto haïtien, l'avait invité, à Los Angeles, pour qu'il soit parmi les chefs d'État et de gouvernement présents au « *Sommet des Amériques* ».

Une invitation à la « Journée de réunion panafricaine », à l'intention des habitant de la zone métropolitaine de Washington, soit ceux du District de Columbia et des états avoisinants, tels Maryland et Virginie. Voir le dépliant annonçant cette journée à ne pas rater. Pour nos lecteurs anglophones, rendez-vous la semaine prochaine quand sera publié un texte concernant la journée.

Pierre Quiroule II
10 août 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 13

AFFAIRE YVES JEAN-BART VS LE BLOGUEUR FRANÇAIS

Romain Molina renvoyé devant le tribunal correctionnel

Cette décision judiciaire concerne aussi tous les complices de ce méga complot

Suite de la page 5

ait passer pour « *journaliste d'investigation* », Romain Molina surgit. Son premier article, qui prétendait exposer le détournement des fonds de la FIFA par la FHF, dirigée par le Dr Jean-Bart, n'a pas fait bonne recette. Son second article avait fait état de trafic de drogue orchestré dans les infrastructures de la FIFA. Serrant davantage l'étau sur le président de la Fédération haïtienne de football, il annonçait un troisième article, qui, selon lui, allait déclencher un « *tsunami* » dans le monde du sport, en Haïti.

Voilà M. Molina, un illustre inconnu, par rapport à Haïti, excepté les faits qu'il apprend de ce pays, par le biais des organes de presse ou de quelque ami non identifié, se révélant expert de «*choses haïtiennes* ». Ceci, sans avoir interrogé les témoins, sur les témoignages desquels il prétend baser les faits qu'il revendique, au sujet d'Yves Jean-Bart. Il soutient ses accusations d'abus sexuels sur des joueuses de football mineures, une pratique qu'il présente comme une culture au sein du football haïtien.

Sur le terrain, en Haïti, les faits contredisent le blogueur français, par rapport à des « *sources* » mises à sa disposition. Selon toute vraisemblance, il s'agit de faits fabriqués délibérément pour les besoins d'une cause douteuse, mais criminelle, une entreprise richement financée.

Hospitalité accordée par des journaux crédibles et respectés

En mission, de toute évidence, stipendiée, Romain Molina a mis à contribution toutes ses ressources, en vue de donner pleine satisfaction à ses commanditaires. Dans la mesure où le Dr Jean-Bart s'était mis Michel Martelly à dos, il y a fort à parier qu'on ne devrait pas aller trop loin pour trouver l'origine du financement de la mission de ce «*journaleux* ».

Mais, là où le bât blesse, c'est quand on sait que des journaux prestigieux comme *The Guardian* de Londres et *The New York Times* ont donné hospitalité aux récits mensongers et diffamatoires de Molina. En effet, si les deux premiers articles de celui-ci sur les soi-disant détournements de fonds de l'organisme mondial de football par les dirigeants de la FHF, puis le trafic de drogue imaginaire qu'il disait avoir eu cours au sein de l'instance sportive haïtienne n'ont pas fait de vague en Haïti, la situation était toute autre pour le troisième article de ce blogueur. Ses deux premiers textes sur la FHF ont laissé quasiment tout le monde indifférent. Par contre, le troisième volet de son «*initiative journalistique grotesque et mensongère* », Molina et ses commanditaires ont tout mis en œuvre en vue d'assurer une couverture internationale à ce document, mais surtout pour s'assurer qu'il soit largement diffusé au sein de la société haïtienne.

En effet, vingt-quatre heures après la publication de son article (version anglaise, bien sûr) dans *The Guardian*, les versions, française et créole, étaient mises à la disposition de tous les organes de presse, plus particulièrement les publications en ligne et les réseaux sociaux. Ce qui avait donné à certains secteurs haïtiens proches du pouvoir, ou soudoyés par lui, l'occasion de dévorer Dadou Jean-Bart à belles dents. Dans le cadre de cette campagne anti-Dadou, il semble que les organisations féminines aient voulu se disputer la vedette, tant que, comme d'une seule voix, elles s'acharnaient contre lui. Au fait, elles poussaient sérieusement à la roue pour qu'il soit arrêté.

Satisfaits du succès qu'a connu l'article publié dans le journal londonien, Molina et ses bailleurs voulaient répéter la même expérience avec le prestigieux quotidien new-yorkais. À Londres, en Angleterre, un journaliste, correspondent du *NewYork Times*, proche du *Guardian*, devait soumettre sa propre version des faits racontés par Molina. L'article inspiré du *Guardian* était publié dans l'édition du 22 mai 2020 du quotidien new-yorkais.

À la lumière du verdict du juge Petit référant Romain Molina au Tribunal correctionnel, il semble que tous ceux qui ont participé à cette machination diabolique et criminelle contre Dadou Jean-Bart soient visés par l'effet boumerang de leurs actions.

L.J.

Vacances fructueuses pour les jeunes à Aquin

Par Jacques Brave

On ne soulignera jamais assez le rôle majeur joué par la FONDATION AQUIN- SOLIDARITÉ dans la vie, dans l'encadrement de la population aquinoise depuis sa fondation; malgré l'environnement chaque jour plus difficile sur tout le territoire ou l'accès aux d'épatements du grand sud est devenu chaque problématique que les citoyens aquinois, qui se sont regroupés au sein du FAS, et qui s'investissent avec un rare dévouement, avec leur modeste avoir, leurs compétences, à travers cette organisation FAS qui s'applique à changer la qualité de la vie, en vue de façonner un avenir moins obscur pour leurs frères et sœurs; la situation chaque jour plus désastreuse dans le pays a contrarié leurs efforts à innover, à créer et à donner aux Aquinois de tous âges des raisons de croire en un avenir moins obscur; cela n'a pas désarmé les serviteurs, ces Aquinois de souche, amoureux du beau et du bien et qui font des rêves de grandeur pour leur cité.

Une situation particulièrement troublante pour tout le grand sud et qui, au grand dam des dévoués dirigeants et animateurs de FAS a littéralement stoppé les nombreuses initiatives pour redonner à Aquin une splendeur qu'elle n'aurait jamais dû perdre vu l'attachement maladif à leur patelin de ces nombreux cadres d'une rare compétence qui mettent un grand dévouement a changer la vie dans et le futur de Leur ville natale.

Au camp d'éte, à Aquin, les jeunes de 6 à 16 ans font la fête en plein air.

Les derniers inconvénients , impossibilité d'accès à la ville (bandits, gangs a Martissant , Carrefour Faucher, Morne Tapion, Chalon, Berquin ..etc etc)

N'ont pas altéré leur enthousiasme, a regrouper leur énergie, à renforcer leur détermination , même à s'ingénier pour continuer a offrir un encadrement de qualité à la population de la cité Certes beaucoup des projets phares surtout l'encadrement aux paysans , aux pêcheurs à sont en souffrance, involontairement en veilleuse depuis cette crise terrible qui a trop duré mais qui n'altère pas le courage et l'engagement des courageux aquinois et aquinoises,

Ainsi cette deuxième édition du CAMP D'ÉTÉ organisée par l'Ecole de Football d'Aquin (EFA), en étroite collaboration avec la Fondation Aquin Solidarité (FAS). Lancée le 14 juillet, un camp qui prendra fin le vendredi 12 août. Un repas chaud est offert aux participants tous les jours.

La première édition du camp EFA s'etait tenue en 2019; EFA, c'est l'une des plus connues et réputées académies de football du pays, l'une des rates dirigée par une des grandes figures de la ville qui fut en sn temps l'une des rares femmes présidente de clubs du pays Mme Nancy COMEAU, une éminente économiste qui s'investit dans le sport roi; son académie a fourni d'ailleurs des jeunes de TALENT à l'académie d'Élite de la FHF CAMP NOUS; certains ayant été membres d'équipes nationales masculines et féminines ; comme Saint Félix qui a joué récemment dans le onze national.

Dommage la pandémie et les questions sécuritaires ayant pris le dessus en 2020 et 2021, le camp n'avait pu être organisé ces deux dernières années.

Le camp de cette année 2022 réunit près de cent(100 / et adolescents, âgés entre 6 et 18 ans. Activités éducatives, récréatives, sportives, ateliers de danse, randonnées à la campagne, visite du Jardin Botanique des Cayes, sont au rendez-vous. Au grand plaisir des participants.

Grâce aux dévouements des moniteurs, des jeunes et moins jeunes Aquinois jouissent pleinement de la saison estivale..

L'objectif du camp est simple et noble: il vise à occuper les heures oisives de nos tout-jeunes aquinois durant les vacances d'été en leur offrant des activités éducatives, sportives, récréatives saines et formatrices. Mission bien remplie jusqu'à présent.

Un acte de foi et félicitations à FAS et à EFA

Magalie Comeau Dénis Présidente de la FAS , les autres membres du comité directeur Mme Marguerite Rigaud , Margarette Graham , Nancy Comeau, Jean Paul Charles etc…et leurs dévoués collaborateurs sont impatients de reprendre à fonds les programmes de la FAS méritent toutes nos félicitations

FAS envisage toujours d'accompagner la population aquinoise dans sa récupération après le séisme terrible qui frappa le Grand SUD le 14 août de l'année dernière ; on ne l'a pas dit assez mais la ville a été fortement affectée avec Beaucoup de maisons complètement détruites.

J.B.

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:30 AM Page 14

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CHANGE-T-ELLE DE CAP SUR HAITI ?

L'OEA semble donner le signal d'un nouveau départ

La responsable de la descente aux enfers d'Haïti identifiée par le secrétaire général

Suite de la page 4

elle qu'on constate actuellement puisse exister.

Il est absolument nécessaire de renverser le processus de violence au moyen de nouvelles conditions institutionnelles accompagnées d'-un engagement international différent qui permette de contrôler la situation de violence et de désarmer les bandes armées. Il est impératif de traquer les opérations territoriales de la criminalité organisée. Toutefois, les ressources humaines, financières et matérielles pour ce faire doivent provenir en majeure partie de la communauté internationale. Haïti ne dispose pas des ressources humaines préparées et formées pour ce faire, elle n'a pas de capacités dans son accumulation financière, elle ne dispose pas des capacités techniques nécessaires pour faire face à la situation d'insécurité à laquelle elle est confrontée. Par conséquent, prendre un autre chemin serait fausser complètement la réalité.

Des capacités similaires doivent être développées pour mettre en place un processus de dialogue conduisant quant à lui à un processus électoral libre et juste. Nous estimons que l'ensemble de la communauté internationale a un rôle à jouer, mais il serait essentiel que toutes les ressources relatives à tous ces processus soient concentrées en un seul mécanisme institutionnalisé et centralisé, plutôt qu'-en une superposition de volontarismes qui ne mènent à rien.

Ces processus sont absolument nécessaires et il est essentiel de les mettre en marche dès que possible, en commençant par le dialogue. Nous devons supposer que les deux autres processus seront élaborés sur cette base plutôt qu'à partir de décisions improvisées provenant entièrement de l'extérieur et inadaptées à ce que peuvent recevoir et faire la culture politique et la culture sociale du pays, mais il est évident que les ressources n'existent pas en Haïti, qu'elles doivent y être introduites par le biais d'un processus institutionnalisé de la communauté internationale comportant une composante importante de surveillance et de lutte contre la corruption afin d'éviter que les ressources ne soient détournées et mal utilisées.

À partir des travaux relatifs à ces trois processus, il faudra élaborer une Constitution qui résolve les graves déficiences ainsi que les problèmes de la Constitution actuelle.

• Une Banque centrale autonome, forte et responsable

• Un système de justice indépendant fort et efficace

• Un système d'éducation doté de capacités d'apporter des solutions réelles aux besoins des enfants et de la jeunesse haïtienne

• Un processus d'investissement graduel qui permette d'apporter du travail et des emplois aux Haïtiens et Haïtiennes

Ne pas tenir compte de ces nécessités signifierait fausser complètement la réalité. Vouloir attendre, jusqu'à ce qu'Haïti accumule ses propres capacités sans aide internationale prendrait des années; le pays ne dispose pas actuellement et ne disposera pas dans un avenir rapproché des conditions nécessaires pour y arriver seul.

Si nous voulons résoudre la crise et apporter une solution aux graves problèmes d'Haïti sans aucun de ces éléments, nous nous trouverons alors à la dernière étape d'un état d'auto-tromperie, ce qui ne serait pas aussi grave que le fait que nous tromperions également le peuple haïtien, le laissant croire que nous avions trouvé une solution réelle pour lui.

Pendant que nous continuons d'attendre que la situation en Haïti s'améliore, les problèmes s'exacerbent. Selon l'UNICEF, de nombreuses écoles sont fermées depuis trois ans à cause de la pandémie de COVID-19 et leur réouverture a échoué à cause de la violence criminelle qui affecte les communautés du pays et de l'extorsion à laquelle elles ont soumis les autorités scolaires.

La communauté internationale, les institutions financières internationales, le système multilatéral, la communauté financière internationale des pays donateurs doivent prendre une décision, à savoir s'ils veulent industrialiser Haïti en termes suffisants pour assurer du travail à 9 millions d'Haïtiens, ou s'il est économiquement plus rentable de continuer à absorber la migration haïtienne et de laisser les pays d'accueil recevoir cette migration comme ils le peuvent et où ils le peuvent, dans les conditions économiques qu'ils peuvent donner. Il s'agit d'une décision très importante car elle déterminera la question de savoir si la situation haïtienne reste dans un état de crise permanente aux dimensions de plus en plus tragiques, ou si nous nous dirigeons vers un processus de transformation dans lequel nous assurons des investissements suffisants et leur durabilité, et donc la stabilité sociale du pays. Il est nécessaire d'assurer une stratégie qui inclut le « Et ensuite quoi ? » Cela inclut l'importance du modèle éducatif et des conditions de travail sûres.

Par surcroît, la prospérité à venir d'Haïti dépend du développement de ses jeunes. La dénutrition chronique chez les enfants est irréversible, réduisant leur capacité cognitive de 40%. Pour construire un avenir durable en Haïti, son capital humain doit être hautement qualifié et doit pouvoir compétitionner sur les marchés du travail locaux et internationaux. Les déficiences actuelles en matière de sécurité alimentaire, causées par la faible capitalisation en matière d'-agriculture et par les difficultés de transporter les aliments à cause de blocus imposés par des groupes criminels et une infrastructure pauvre, ne feront qu'éloigner le pays de l'objectif d'éliminer l'extrême pauvreté.

Pour mettre fin rapidement au retard scolaire et à la dénutrition dont souffrent les enfants en Haïti, il faut absolument que cesse l'état de guerre interne qui existe actuellement. Nous réitérons publiquement notre demande de mettre fin à la violence armée dans le pays.

Il est urgent de poursuivre les travaux visant à renforcer la présence de la sécurité et d'entreprendre le processus de démocratisation.

Référence : F-045/22

La communauté international dit l'OEA aussi

Dans son dernier communiqué, M. Almagro impute carrément— et justement — ce qu'est devenu Haïti à la « *communauté internationale* », dénonçant l' «*échec* » lamentable qu'elle a essuyé dans ce pays.

En attendant que les experts en sciences politique, administrative et en diplomatie fassent une analyse minutieuse de ce document, il faut rappeler que l'OEA fait partie de la communauté internationale. D'ailleurs, rectification oblige, celle-ci est impliquée en Haïti depuis février 1994, soit vingt-huit ans, et non vingt ans, comme il le souligne dans ce document.

Dans la foulée, il est opportun de rappeler que l'OEA est liée à toutes les magouilles électorales qui ont marqué la vie politique haïtienne; et que les secrétaires généraux de l'organisme régional, y compris M. Almagro lui-même, ont été parties prenantes de toutes les initiatives concernant Haïti qu'a menées les pays dits tuteurs, ou « *amis d'Haïti* ». Quant à Luis Almagro, il affichait une attitude partisane vis-à-vis de Jovenel Moïse, de manière si grotesque, au point que d'aucuns l'accusaient d'-avoir bénéficié de « *faveurs* » de la part du président de facto défunt.

De toute évidence, comme dit l'adage, vaut mieux tard que jamais. Puisque, tout en félicitant le secrétaire général de l'OEA d'avoir reconnu les torts causés à Haïti, par la communauté internationale, il y a lieu de lui rappeler qu'il a raté une occasion en or de faire le mea culpa de l'organisation qu'il dirige, dans ce même communiqué. Surtout qu'il s'est montré super avare de reproches à l'égard de l'OEA.

De toute évidence, le communiqué du 8 août, du secrétaire général Almagro, sans conteste, a pour objectif de porter la communauté internationale à rectifier le tir en Haïti, faisant, d'ores et déjà, agiter l'idée que celle-ci assume la responsabilité de la lourde facture que représentera la stratégie globale de reconstruction multidimensionnelle de ce pays qu'il déclare être « *victime impuissante* » de mauvaise décisions que les acteurs internationaux vont devoir pleinement assumer.

J.L.

LE COIN DU POÈTE

L'Apesanteur

Poème de Saint-John Kauss
à Francès L.

« *Vois ! C'est par joie que nous parlons de peine* »
(Holderlin)

Plus fraîche que les jeunes fleurs de mon jardin
Mes orchidées fougères violettes
Eucalyptus dahlias lys et anémones
Puis je ramasse ma terre mère de mes
Assorossi mombin armoise et baume de l'avalanche
Nous avons défié la pesanteur des corps
La fragilité des cœurs, l'omniprésence des gestes
Maquillés de toutes les soirées à ramasser
Avec des pelles à la bougie couleur de sperme.
Nous avons connu l'amour au pluriel
Pour chaque partisan partiel de mes supplications d'homme,
De ta raison d'aller au large de mes chimères,
Le moi ravagé parmi les chanvres de la mer,
Que disais-tu de mon lit ramolli depuis l'Italie ?
Cette photo donnée une nuit dans l'ombre d'un baiser
Cette valise, écopée d'une sanction de non-retour !
Merci de m'avoir cherché tous ces jours de poésie
Que je fabrique et publie pour ne pas oublier !
Merci pour ces accolades de nulle part
Pour l'instantané pour la génétique de la mémoire et de l'oubli !
Et merci pour l'apesanteur des sons de ta voix,
De tes mots qui me font rougir de honte et d'amour !

S-JK
Gatineau (Québec), 03/08/2022

Cambistes

Poème de Saint-John Kauss
à Yanick B. et Annie B.

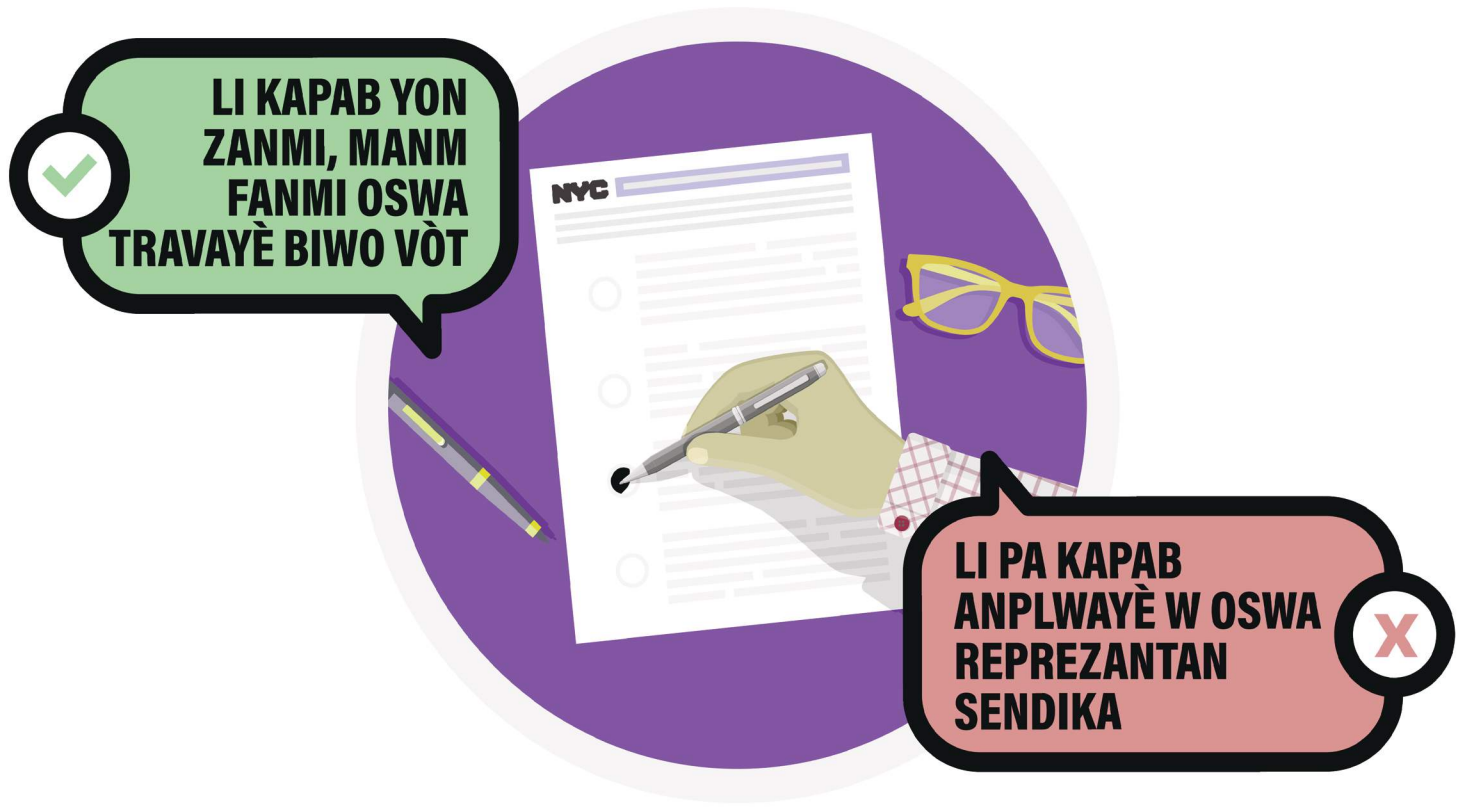
Il faut les voir attacher à l'arcane des cœurs
Toi et cette multitude de filles sans-abri, d'évadés à la proue
De périscopes alarmés d'eau de mer envisagée bonne à boire sans équivoque
Il faut nourrir les maccabées, candélabres des ténèbres
Roses plates de la nonciature parachutée dans l'île
Colomb templier de l'absolu à la recherche de l'épice doré
Remise de la Croix aux entrepôts de l'île au môle Saint-Nicolas
Des îles redoutées sentinelles du Nouveau-Monde
Voyous et voyelles importées de l'ancienne terre des guerres
Europe des Croisés et Califes de l'Orient
Des cimeterres à la criée des hôtes mers
Menaçantes jusqu'à la lie du sable de Katiopa.
Ô négociants ! O négociés, je vous ravie !
La moitié des mornes pour devenir marrons du marronage,
Je vous envie pour ces sous-hommes à traverser
Pendant quatre siècles de mer battue et de vagues malfaisantes.
Ô Atlantique ! Il faut sourire aux églantines de la ville
De Karaketch à Ryad et à Goma
Où tout se passe sous la pelure des palmes et palmiers.
Il faut maudire la mort d'un homme
Du sable et de la terre/de la montagne et de la craie des cours acharnées
Vers l'opium et le pétrole des misérables Afghans et Talibans.
Il faut aimer sans être aimé !

S-K.K.
Gatineau (Québec), 04/06/2022

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:31 AM Page 15

OU GEN DWA POU VOTE NAN LANG OU

Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.



ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN

DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
12	13	14	15	16	17	18 VÒT BONÈ KÒMANSE
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	30	1	2

Komisyon Angajman Sivik
la pral gen entèprèt nan lang
yo chwazi yo ak biwo vòt yo

VIZITE participate.nyc.gov to learn more.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 10- 17 out 2022.qxp_HO 8/10/22 3:31 AM Page 16

Sports

Non, ce n'est pas la première fois qu'une équipe haïtienne a battu une formation mexicaine

Par Louis Carl Saint Jean

Je viens de lire — plus de deux semaines après sa publication — ce passage que Frantz Duval, rédacteur en chef du quotidien *Le Nouvelliste*, a écrit après la victoire (3-0) de notre Sélection féminine de football, le 7 juillet dernier, face à celle du Mexique : « *Toutes catégories confondues. Tous sexes pris en compte. C'est la première fois qu'une équipe haïtienne de football réussit l'exploit de battre une formation mexicaine* ».

Si mes recherches sont correctes, M. Duval s'est trompé. Pour la vérité historique et pour le bénéfice des plus jeunes, je tiens à corriger cette simple erreur. Pour cela, je laisserai parler uniquement les faits et les dates. J'en profiterai pour jeter un bref coup d'œil sur la rivalité entre Haïti et le Mexique en football.

Le vendredi 16 avril 1971, la Sélection nationale de football a battu, sur le score de 3 buts à 1, la Sélection olympique mexicaine. Cette rencontre a eu lieu au Stade Sylvio Cator, à Port-au-Prince. Manuel Manzo a ouvert le score pour le Mexique, à la 5e minute du jeu, et Emmanuel « *Manno* » Sanon a égalisé à la 14e minute pour le onze national. Le même Sanon, toujours à l'affût des occasions de but, récidive neuf minutes plus tard. Finalement, à la 39e minute, le Mexicain Luis Trejo a marqué contre son camp. Donc, victoire haïtienne et défaite mexicaine.

Antoine Tassy et Claudel Legros, accroupis, Jean-Claude Desir et Emmanuel Sanon

En cette occasion, Antoine « *Zoupim* » Tassy, l'entraîneur fédéral, avait aligné les joueurs suivants : Henri Francillon (gardien de but) ; Alix Paul Roc, Serge Ducoste, Wilner Nazaire, Arsène Auguste (défenseurs) ; Philippe Vorbe, Jean-Claude « *Tonm Pouce* » Désir, Jean-Marie Jean-Baptiste (Pierre Bayonne l'a remplacé) —demi — ; Claude Barthélemy, Emmanuel Sanon et Guy François (attaquants). Cette équipe comptait, donc, en son sein, deux parmi les meilleurs footballeurs de l'histoire de ce sport-roi chez nous, de 1904 à nos jours : Philippe Vorbe et Jean-Claude « *Tonm Pouce* » Désir, et l'un de nos meilleurs buteurs, toutes générations confondues — s'il n'a pas été le meilleur buteur tout simplement : Emannuel « *Manno* » Sanon.

Edner Pageotte André était l'arbitre de cette rencontre, disputée au Stade Sylvio Cator, en présence de 7 000 spectateurs. (Référence : *Le Nouveau Monde*, samedi 17 avril 1971, page 4).

Il n'y a pas que cette Sélection nationale à avoir battu « *une formation mexicaine* ». Encore plus près de nous, le 16 mars 2022, la Sélection mexicaine des amputés s'est inclinée à domicile, face à la nôtre, sur le score de 3 buts à 1. Nos buts ont été inscrits par Mackender Baltazar (16e minute), Saviola Charles (9e minute de la 2e mi-temps) et John Spinozar (17e minute de la 2e mi-temps), Roy Martinez a offert aux Mexicains leur unique but, à la 3e minute des arrêts de jeu. (Référence : *Le Nouvelliste*, jeudi 17 mars 2022).

En parlant d'une équipe haïtienne, c'est dommage qu'en octobre 1963, le Racing Club Haïtien (RCH) n'ait pas rencontré le CD Guadalajara, dans le cadre du tournoi de la CONCACAF des clubs champions. Le très regretté Joseph Obas, le « *Pelé du Nord* », l'ancienne star capoise du Zénith, de l'ASC et du RCH, m'a dit, au cours d'une interview, qu'il m'avait accordée, en 2010 : « L'un de mes regrets, c'est que le match contre l'équipe de Guadalajara n'a pas eu lieu. Guy Saint Vil, Sa-

Suite en page 12

LE SPORT ROI EN CRISE : INCOMPÉTENCE ET IGNORANCE DES DIRIGEANTS DE LA FHF

La U15 féminine, victime de la catastrophe du football haïtien

Par Ricot Saintil

La sélection haïtienne des moins de 15 ans féminine n'a pas été en Floride pour le tournoi développement de la Concacaf qui a débuté le dimanche 31 juillet et a pris fin le 7 août 2022. Sacrées en 2020 en République dominicaine, les petites Grenadières avaient à cœur d'affronter les meilleures de la zone. Le Canada, les Etats-Unis et bien d'autres équipes de niveau étaient sur leur route, mais, comme un coup de massue, l'ambassade des États-Unis, en Haïti, les a envoyées balader en leur refusant de visas d'entrée dans ce pays.

La Fédération haïtienne de football (FHF), on ne peut plus soulagée par cette décision, a annoncé, sans aucun regret, le retrait de la Sélection du tournoi. L'absence des filles haïtiennes, aux États-Unis, est, sans conteste, une nouvelle preuve tangible de l'incapacité des dirigeants de la FHF, qui n'ont pas été proactifs dans le processus d'obtention de visas d'entrée, compte tenu des signes avant-coureur, notamment après le refus essuyé par le Cavaly de Léogâne.

Les dirigeants de la Fédération haïtienne de football continuent de faire des victimes dans le sport haïtien. Après les humiliations de nos différentes sélections, marquées particulièrement par des éliminations catastrophiques, dans les compétitions internationales, en raison de mauvaises préparations, après un retrait annoncé de la Sélection U20, dans les éliminatoires du Mondial de cette catégorie de la Concacaf, pour des raisons non déclarées, la nouvelle de l'abandon du tournoi de développement U15 de la Concacaf par cette organisation, pour faute de visas américains, renvoie le football haïtien dans ses années les plus sombres, où les joueurs faisaient défection, avant ou après les compétitions internationales, elle annonce surtout la rupture de confiance qu'entretenaient la FHF et l'ambassade américaine dans leurs rapports.

Le temps de refus de visas d'entrée sur le sol américain pour les équipes nationales était révolu. La Fédération haïtienne de football avait mis tout en œuvre pour pallier à ce problème, qui représentait un véritable frein au développement du football, et à la compétitivité de nos équipes. Une relation de confiance a été établie entre la FHF et la représentation diplomatique américaine, la stabilité du Bureau fédéral et les résultats des sélections de jeunes étaient à la base de cette relation. Il y a eu aussi une continuité dans la formation des jeunes. Les joueurs locaux, qui

Suite en page 12

À tout Joe Charles tout honneur !

Suite de la page 8

té idolâtré par un grand nombre de bassistes. Faisant preuve d'une sagesse exceptionnelle, il a fait converger vers lui une appréciation unanime, tant du côté des musiciens que du public ».

Joe Charles n'a pas seulement été un musicien fort apprécié, mais il fut également un touche-à-tout à l'instar de certains de ses devanciers dont François Alexis Guignard, Ansy Dérose, Jean Séjour, etc. Il était mécanicien, électronicien, réparateur de radio et de télévision, réparateur d'appareils électro-ménagers, etc. Il sied de signaler qu'à part d'être bassiste d'un ensemble, il y remplissait souvent également le rôle d'ingénieur du son et celui de réparateur d'instruments de musique, dont le keyboard. Au premier titre, plusieurs groupes ont bénéficié de son savoir - Dixie Band, DP Express, Top Vice, Nu Vice, etc.

Qu'en est-il maintenant du patriote ? Joe Charles a nourri une folle passion pour l'histoire et la culture haïtienne. Son amour pour le sol natal frisait le chauvinisme. Son motto était : « *Haïti ou nulle part ailleurs !* » Il me disait toujours : « *Je suis fier d'être musicien, mais ma plus grande fierté est d'être Haïtien. I am very proud to be Haitian* ».

Tout de ce noble et sacré sentiment a refait surface dans son esprit en 1977. Tandis qu'il est en première année à la City University of New York (Brooklyn College), un camarade le fait lire *Ainsi parla l'oncle* (en anglais) du Dr Jean Price Mars. « *Sitôt après la lecture d'Ainsi parla l'oncle, j'ai commencé à avoir la nostalgie d'Haïti et ma passion pour la culture haïtienne s'est accrue* », m'a-t-il confié. Un peu plus tard, deux autres livres allaient exercer une grande influence sur lui : « *Toussaint Louverture, la Révolution française et le problème colonial* » d'Aimé Césaire et « *La légende des loas du vodou haïtien* » de Mercedes Foucard Guignard.

Inutile de dire que je prenais un plaisir immense à converser avec Joe. Lui et moi pouvions passer des heures à parler de tout ce qui touche à l'art et la culture de notre pays : musique, danse, littérature, etc. N'ayant pas fait comme moi ses études secondaires chez nous, nos lettres lui étaient peu familières. Moins d'un mois après lui avoir envoyé quelques matériels, il était parvenu à apprécier certains de nos poètes. Un de ses rêves était de mettre en musique « *Nedje* » de Roussan Camille et « *Vous* » de Carl Brouard. Devant le malheur qui frappe le pays, il me posait toujours cette question : « Par où sommes-nous passés pour parvenir à ce point ? » Quel immense citoyen !

Joe Charles n'a pas à rougir de son pèlerinage terrestre. Musicien cultivé et talentueux, homme altruiste et honnête, ami sincère et solidaire, Haïtien d'un patriotisme ardent, il a bien compté ses 63 ans. Son départ pour l'au-delà est une perte immense pour notre pays. Une chose est certaine : Joe Charles restera une référence quand on parle de musique populaire haïtienne, toutes générations confondues et tous rythmes confondus. Il a droit à notre plus grand respect et à notre plus grand honneur !

Louis Carl Saint Jean

louiscarlsj@yahoo.com

5 août 2022